UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

FACULTE DE DROIT, D'ECONOMIE, DE GESTION ET DE SOCIOLOGIE

DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE

FORMATION PROFESSIONNALISANTE EN TRAVAIL SOCIAL ET DEVELOPPEMENT

Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention de la Licence Professionnelle en Travail Social et Développement

UNE VISION CONCERTEE DU DEVELOPPEMENT RURAL MALGACHE A TRAVERS LE DEVELOPPEMENT DE LA RIZICULTURE

Présenté par : ANDRIATIANA Salohy

Promotion *SEDRA*

Membres du Jury :

Président : Monsieur RAZAFINDRALAMBO Martial

Juge : Monsieur RAHERIMALALA Etienne Stefano

Rapporteur : Monsieur RAKOTOARIVELO Havoson Nirina

Année Universitaire : 2008 – 2009

Soutenance : 11 Octobre 2010

"Raha tsy masaka ao an-tsaina fa tsy mamelona aina ny tany karakaina, tsy mety zarizary ny fambolena vary: ho tonga ny mosary"

Tontolo iainana – Mahaleo

"Tant qu'on n'est pas conscient qu'on ne peut survivre sur une planète déserte, et qu'alors, on ne peut plus cultiver le riz, c'est la famine qu'on récoltera »

Notre planète – Mahaleo

« UNE VISION CONCERTEE DU DEVELOPPEMENT RURAL MALGACHE A TRAVERS LE DEVELOPPEMENT DE LA RIZICULTURE »

Cas de la Commune Rurale d'Ankadinondry Sakay (Région de Bongolava)

A la mémoire de mes Grands Parents et à ma Famille ;

Que ce mémoire soit votre récompense et votre fierté.

Salohy

REMERCIEMENTS

Ce mémoire est le fruit de la contribution de plusieurs parties prenantes ; nous ne saurions alors commencer, sans exprimer nos profondes reconnaissances. Ainsi, nous tenons, avant tout, à louer Dieu Créateur pour son amour et pour la force qui nous a permis de mener à terme tout ce que nous avons entrepris. Nos remerciements s'adressent tout particulièrement à :

- Monsieur RAZAFINDRALAMBO Martial, Directeur de la Formation Professionnalisante en Travail Social et Développement ;
- Monsieur RAKOTOARIVELO Havoson Nirina pour son dévouement en tant qu'encadreur pédagogique, pour ses conseils et aides abondantes, et surtout pour nous avoir fait profiter de son temps précieux ;
- Monsieur, pour son amabilité d'avoir accepté de présider ce travail ;
- Monsieur, pour sa gentillesse d'être le juge de notre mémoire ;
- Aux enseignants dévoués de la FPTSD qui nous ont partagé leurs savoirs et leurs expériences pour notre réussite ;
- Monsieur RAMANANJATOVO, le Maire de la Commune Rurale d'Ankadinondry Sakay ;
- Monsieur NDRIATODY Enova Jonas, Adjoint au Maire pour nous avoir dirigée sur terrain ;
- Monsieur ROBINSON Thomas, Directeur Régional du Développement Rural de la région de Bongolava, pour les aides qu'il nous a fournie ;
- Toute ma famille pour son soutien inestimable.

Nos reconnaissances s'adressent également à ceux qui nous ont fourni de près ou de loin une aide précieuse durant la formation jusqu'à la réalisation de ce mémoire.

Que tous reconnaissent ici leurs apports et reçoivent notre gratitude ; les mots ne suffiront point pour vous l'exprimer.

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE

PARTIE I : Concepts et généralités sur le développement

Chapitre I : Approches Théoriques sur le développement

Chapitre II : Notions de bases

Chapitre III : Présentation de la CR Ankadinondry Sakay

PARTIE II : Cheminement vers une production rizicole

Chapitre IV : Les avantages liés à l'adhésion au groupement

Chapitre V : Les potentialités rizicoles de la Commune

Chapitre VI : Etude partielle sur l'approche KAIZEN

Chapitre VII : Etude sur les riziculteurs

Chapitre VIII : Synthèse

PARTIE III : Perspectives d'avenir et recommandations

Chapitre IX : Discussions

Chapitre X : Suggestions et recommandations

CONCLUSION GENERALE

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 01 : Situation de la Commune en matière de santé

Tableau n° 02 : Plantes médicinales locales et leur utilisation

Tableau n° 03 : Infrastructures éducatives de la Commune

Tableau n° 04 : Représentation de la population par fokontany

Tableau n° 05 : Distribution de la population par sexe

Tableau n° 06 : Distribution de la population par âge

Tableau n° 07 : Les infrastructures rizicoles de la Commune

Tableau n° 08 : Situation matrimoniale des riziculteurs

Tableau n° 09 : Nombre d'enfants en charge des riziculteurs

Tableau n° 10 : Représentation par sexe des riziculteurs enquêtés

Tableau n° 11 : Distribution par âge des riziculteurs enquêtés

Tableau n° 12 : Représentation du niveau d'éducation des enquêtés

Tableau n° 13 : Tableau représentant les charges financières des riziculteurs liés à la main d'œuvre

Tableau n° 14 : Calendrier rizicole

Tableau n° 15 : Tableau représentant les raisons de la pratique de la riziculture

Tableau n° 16 : Tableau montrant l'adhésion au groupement

Tableau n° 17 : Tableau montrant la participation aux formations

Tableau n° 18 : Tableau montrant le taux d'adoption des techniques modernes

Tableau n° 19 : Tableau représentant le taux des demandes de crédits

Tableau n°20 : Synthèse des impacts

LISTE DES FIGURES

Figure n° 01 : La place du riz dans l’économie malgache

Figure n° 02 : Pyramide de Maslow

Figure n° 03 : Part de surface occupée par chaque culture

Figure n° 04 : Représentation du niveau d’éducation des enquêtés

Figure n° 05 : Proportion des adhérents

Figure n° 06 : Les principaux éléments de la révolution verte durable

LISTE DES IMAGES

Image n° 01 : Localisation de la CR Ankadinondry Sakay sur la carte de Madagascar

Image n° 02 : District de Tsiroanomandidy

Image n° 03 : Activité de riziculture

Image n° 04 : Culture sur brûlis

ACRONYMES

AGR : Activités Génératrices de Revenus

AMVR: Aire de Mise en Valeur Rurale

BDPA : Bureau Pour le Développement de la Production Agricole

CEPA : Centre d'Education Pour les Adultes

CEG : Collège d'Enseignement Général

CLAC : Centre de Lecture et d'Animation Culturelle

CMS : Centre Multiplicateur de Semence

CR : Commune Rurale

CSA : Centres de Services Agricoles

CSB I : Centre de Santé de Base de premier niveau

CSB II : Centre de Santé de Base de second niveau

DRDR : Direction Régionale de Développement Rural

EPP : Ecole Primaire Publique

FPTSD : Formation Professionnalisante en Travail Social et Développement

IMF : Institution de Micro Finance

JICA : Japan International Cooperation Agency

MAEP : Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche

ODEMO : Opération de Développement du Moyen Ouest

OPR : Opération Productivité Rizicole

PCD : Plan Communal de Développement

PPRR : Programme de Promotion des Revenus Ruraux

PRDR : Programme Régional de Développement Rural

RNM : Radio Nationale Malagasy

RTS : Radio Tantsaha Sakay

SOMASAK: Société Malgache d'Aménagement de la Sakay

SPAS : Société Professionnelle et Agricole de la Sakay

SRA : Système de Riziculture Améliorée

SRI : Système de Riziculture Intensive

TVM : Télévision Malagasy

INTRODUCTION GENERALE

D'ici 2050, la population mondiale aura doublé [(1)] et relativement, la production agricole mondiale devra alors augmenter afin de nourrir toute cette population. Or, la production agricole stagne du fait de la conversion des pays émergents anciennement agricoles en pays industriels. A l'exemple de la Chine qui a été à la première place des producteurs rizicoles et actuellement à économie de base industrielle, commence à importer au lieu d'exporter ses produits.

Au vu de cette réalité, il est clair qu'à terme, les produits n'arriveront plus à satisfaire les besoins quotidiens de tout un chacun.

C'est pourquoi, les pays qui, actuellement, sont encore à vocation agricole, tel Madagascar devront, d'ores et déjà, entreprendre des projets à moyen et/ou à long termes afin d'anticiper les risques d'insuffisance alimentaire mondiale.

Dans le cas de Madagascar, cependant, le problème réside dans l'insuffisance d'exploitation. En effet, malgré l'existence d'une très grande potentialité agricole (terre fertile, climat ambiant, abondante variété de produits), le pays demeure dans un état de précarité. Cette situation se reflète notamment sur la production du riz, base de l'alimentation malgache. D'ailleurs, la riziculture est la plus importante production en recouvrant ainsi une superficie de 1,25 millions d'hectares en 2005[(2)] pourtant les produits sont destinés à l'autosuffisance, en obligeant même le pays à importer plus de 200.000 tonnes de riz pour palier ses besoins nationaux.

En outre, le Gouvernement Malgache a déjà établi un programme pour le « Lancement d'une révolution verte durable », ayant pour objectif de doubler la production rizicole de 3,4 millions de tonnes en 2005 à 7 millions de tonnes d'ici 2012[(3)] mais les actions ont été interrompues en raison des soubresauts politiques traversés par l'Etat Malgache.Eu égard à cela, Madagascar par le biais du Gouvernement a fait la requête d'un projet de coopération technique auprès du Japon dans le but d'améliorer la productivité rizicole. En

[1] Internet
[2] Document joint PRDR 2006
[3] MAP engagement4 défi3

réponse à cette requête, la JICA a envoyé une équipe d'étude préliminaire et par conséquent, le Procès Verbal de la discussion sur le projet a commencé en janvier 2009 et s'achèvera en janvier 2014.

Ce projet intitulé « Seeding KAIZEN approach in Madagascar » consiste à adapter au contexte malgache, une approche japonaise utilisée après la Seconde Guerre Mondiale et qui a porté ses fruits pour les paysans japonais. Cette approche concerne plusieurs domaines dont la riziculture.

Etant l'une des régions productrices de riz, la région de Bongolava possède une superficie rizicole de 91 812 hectares qui permet deux saisons rizicoles par an [(4)]. Elle présente plusieurs atouts qui favorisent la mise en œuvre d'un processus de développement rapide et durable, parmi lesquelles il faut citer l'existence de vastes zones fertiles qui méritent d'être cultivées de manière intensive, entre autres dans la CR Ankadinondry Sakay.

Par ailleurs, cette commune est réputée pour la fertilité de ses sols et pour les innombrables possibilités de riziculture qu'elle offre mais cela ne suffit pas pour parvenir à un réel développement. Et c'est à cause de cette contradiction que nous avons optée pour mener notre étude sur ces lieux.

Cette étude touche, non pas seulement le développement de la commune concernée mais surtout le développement rural et le développement du pays en général puisque Madagascar est un pays à vocation agricole, la grande partie de sa population réside dans le milieu rural ainsi son économie est basée surtout sur l'économie rurale.

En clair, le développement rural est fondamental pour les pays à vocation agricole. Et il est plus qu'important que chaque partie prenante, allant de l'Etat jusqu'aux paysans en passant par les unités productives dont les groupements de paysans, joue correctement son rôle.

En effet, pour mener à bien notre étude, il nous semble opportun d'approfondir nos recherches au niveau de tous ces acteurs.

[4] PRDR Bongolava 2006

1) CHOIX DU THEME :

C'est depuis notre 2ème Année d'études en travail social et développement que nous nous sommes spécialisée en socio-économie et développement rural.

Aussi, comme dit précédemment, Madagascar se base sur l'économie agricole ; le développement rural lui est donc primordial. Or, sa population demeure encore très loin de ce développement : elle est pauvre, ignorante et sous alimentée. C'est dans cette optique que nous avons décidé de réaliser des travaux sur la production du riz, aliment de base des malgaches.

Ainsi, il nous parait logique que le contexte de nos recherches soit un lieu favorable à notre étude. D'où notre thème : « Une vision concertée du développement rural malgache à travers le développement de la riziculture. Cas de la CR Ankadinondry Sakay (Région Bongolava) ».

2) PROBLEMATIQUE :

Plusieurs projets et actions ont déjà été exécutés afin d'améliorer la production rizicole mais cette dernière reste insuffisante tant pour la commercialisation que pour l'autosuffisance : les intrants et matériels agricoles restent inaccessibles pour les paysans et les prix des produits locaux sont jugés très bas.

3) HYPOTHESES :

Dans le but de répondre et de résoudre les problèmes posés ci-dessus, nous avons retenu les hypothèses suivantes, qui seront valider ou infirmer après une étude approfondie :

- *Prise en compte et étude des paramètres locaux durant la planification des projets ; et renforcement des suivis et évaluations après leur réalisation*
- *Adhésion au groupement*
- *Adaptation des formations et informations à transmettre au niveau cognitif des cibles*
- *Recherche et acquisition de capital pour les nouvelles techniques de culture*
- *Etude d'un marketing pour une réussite de commercialisation*

4) OBJECTIFS :

Cette étude n'est pas seulement le résultat d'un simple enquête ni d'une série de réflexions ; elle vise surtout à :

- ✓ Contribuer à l'amélioration de la qualité de vie (statut social) et à la réinsertion des riziculteurs pauvres ;
- ✓ Promouvoir la capacité et le savoir-faire des riziculteurs ;
- ✓ Déterminer l'importance du rôle des groupements des paysans et du rôle des femmes dans le développement ;
- ✓ Pousser la croissance économique des communes rurales pauvres.

5) RESULTATS ATTENDUS :

D'après nos hypothèses et nos objectifs, les résultats à espérer se traduisent par l'

- ✓ Amélioration de la production ;
- ✓ Acquisition de nouvelles techniques de production ;
- ✓ Adhésion massive aux groupements des paysans et participation des femmes ;
- ✓ Autosuffisance des communes rurales.

6) METHODOLOGIE D'ENQUETES ET DE RECHERCHES

Pour un meilleur résultat de nos recherches, nous avons divisé notre travail en deux parties :

Dans la première étape, nous avons réalisé une **pré-enquête** qui consiste d'abord à faire une *recherche documentaire* afin d'obtenir des informations qui nous permettront de mieux situer notre thème et d'avoir des connaissances préalables sur le sujet. Pour ce faire, nous avons consulté des ouvrages dans divers centres d'étude de la capitale tels le C.E.P.A, la bibliothèque nationale et la bibliothèque municipale, et nous avons également procédé à une consultation en ligne ; ensuite, nous sommes passée à une *visite sur terrain* pour obtenir une vision globale de la situation, d'avertir les responsables et de joindre notre encadreur professionnel ; enfin, nous avons contacter notre encadreur pédagogique pour les directives.

Dans la seconde étape, nous avons opéré **une étude sur terrain** qui s'est déroulée comme suit : en premier lieu, nous avons entrepris une *observation directe* c'est-à-dire être témoin de

la vie quotidienne de notre population cible sans modifier son déroulement ordinaire en vue de parvenir à une monographie de la commune et une notion des états des lieux. Mais nous avons aussi effectué une *observation participante* lors des sensibilisations et des réunions des groupements de paysans. En second lieu, nous avons entamé quelques *entretiens* avec des paysans-riziculteurs, quelques responsables de groupement paysan, un animateur communal, des membres de JICA et des responsables administratifs de la mairie. En troisième lieu, nous avons eu recours à l'usage du *questionnaire* qui a été distribué aux élèves d'un lycée privé dont les parents sont des riziculteurs. Et pour parfaire notre étude, nous avons, en dernier lieu, accompli une *série d'enquêtes et de documentations* au sein du C.L.A.C. d'Ankadinondry Sakay et du D.R.D.R. de Tsiroanomandidy.

Nous avons pris comme type d'échantillonnage la *méthode par quota* c'est-à-dire que les individus de l'échantillon ont été choisis en fonction de leur âge, de leur sexe et surtout de leur activité professionnelle et nous avons retenu 60 ménages pour effectuer notre étude ; de façon à ce qu'ils représentent, plus ou moins conformément notre population cible. Et cela, afin d'aboutir à une étude statistique plus juste.

Dans cette étude, nous avons considéré trois types d'approche qui sont l'*Holisme*, le *Fonctionnalisme et* le *Matérialisme historique.* Le premier étant une théorie selon laquelle tout phénomène est à considérer indivisible, ses différentes composantes ne pouvant se comprendre que par le tout qui leur donne une signification ; tandis que le second part de l'idée que chaque élément constitutif du social assume une fonction spécifique dont l'effet est d'assurer la cohérence et l'harmonie de la société globale. Et le troisième, par définition, est une théorie qui vise à intégrer tous les éléments du domaine du microcosme social à un ensemble social global, et selon laquelle le développement social est considéré comme étant, d'abord le résultat du mouvement de la manière de produire leur existence matérielle par les hommes.

7) LIMITES DE LA RECHERCHE

Durant la réalisation de notre travail, nous avons rencontré certains problèmes :

D'abord, au niveau des enquêtés, nombreux paysans montraient quelques réticences à répondre aux questions posées, parfois même un silence absolu.

Au niveau du questionnaire, certaines questions restent également sans réponse et beaucoup n'ont pas remis leur fiche.

Faute d'électricité aussi, certains supports matériels, comme l'appareil numérique n'ont pu être utilisés que très peu.

Ensuite, au niveau du déplacement, les quelques voyages vers Tsiroanomandidy (70km à partir de la CR Ankadinondry Sakay) nous ont causés des dépenses inattendues, que ce soit au niveau du timing ou financière. Nous devions également faire sans cesse des allers-retours dans la capitale à cause des regroupements et des encadrements pédagogiques.

Enfin mais non le moindre, nous étions exposée à une contrainte temps, puisque nous avons été obligée de procéder le plutôt possible à la rédaction ; ce qui fait qu'au lieu de rapporter trois mois de travail, nous n'avons pu en réaliser que deux.

8) STRUCTURE DU DOCUMENT

Nous aborderons le sujet en traitant trois parties bien distinctes.

La première partie recouvrira le cadre général et fondamental du sujet d'étude et de l'étude en question c'est-à-dire les théories de base et points de vue des auteurs, les définitions de certains mots clés et la présentation du terrain d'enquête.

La deuxième partie sera réservée aux expérimentations, aux analyses et au bilan des données collectées et du travail de terrain. L'on retrouvera ici la vérification des hypothèses de départ, la vérification et la réponse à la problématique et la synthèse générale de l'étude.

La troisième partie traitera les perspectives de solutions. C'est dans cette partie que l'on donnera les stratégies avancées par l'Etat, celles suggérées par nous-même et enfin nos acquis professionnels.

PARTIE I : CONCEPTS ET GENERALITES SUR LE DEVELOPPEMENT

Il n’est jamais facile de procéder à un travail de recherche. Il serait donc plus judicieux d’établir un cadrage du terrain d’étude et de l’étude en question. Ce cadrage va nous orienter et nous permettre de mieux cerner les études à entreprendre pour ne pas s’aventurer à faire un trop long travail et risquer d’être hors-sujet. Ceci étant, cette partie recouvrira les théories sur lesquelles nous nous sommes basés, des informations sur notre lieu de recherches ainsi que quelques notions sur notre thème.

CHAPITRE I : APPROCHES THEORIQUES DU DEVELOPPEMENT

Section 1 : Approches théoriques

I – Selon Durkheim

La conception du développement par Durkheim se fait à partir de la division du travail par laquelle il distingue deux types de sociétés : **les sociétés traditionnelles et les sociétés modernes.**

Les sociétés traditionnelles passées se basaient sur une solidarité mécanique impliquant des comportements collectifs et des activités de production faiblement différenciées. Cette solidarité reposait sur la proximité, la ressemblance et le partage d'une histoire et de valeurs communes aux communautés humaines. Mais cette solidarité doit laisser place à une solidarité devenue "organique" pour s'imposer dans nos sociétés modernes. Cette solidarité se définit par l'interdépendance et la complémentarité qu'impose la société moderne aux êtres humains. Celle-ci s'étant mise en place avec la division du travail social produit par la forte densité démographique du pays. La division du travail social semble alors créer pour Durkheim un lien d'interdépendance, une fonction sociale, entre les êtres humains.

En effet, dans le même temps que les individus se différencient de plus en plus, la division du travail progresse et ce, dans toutes les sphères de la vie sociale (économie, administration, justice, science, etc.). La spécialisation, la différenciation accrue des individus entre eux les rendent de facto interdépendants. La division du travail est en réalité source de solidarité sociale, de cohésion sociale : dans le même temps qu’elle différencie les individus, elle les rend complémentaires et cela peut être source d’évolution. La fonction première de la division du travail n’est pas seulement

de permettre l'accroissement des gains de productivité et des rendements mais de rendre les individus interdépendants et solidaires. (5)

Le développement est donc, selon l'auteur, le passage d'une société traditionnelle à une société moderne.

Dans le cas des communautés rurales malgaches, la solidarité mécanique demeure encore malgré la division du travail qui commence à s'étendre ; l'une des raisons de sa pauvreté.

II – Selon Marx

Karl MARX soutient la théorie de Durkheim quand il analysa qu' « **En permettant l'accroissement des capacités de production, la division du travail a entraîné l'ascension et l'enrichissement de l'humanité** » (6)

Cet auteur stipule également que pour réussir dans la production, l'Homme doit développer les forces productives ; mais pour parvenir à des résultats satisfaisants, il doit nouer des relations avec d'autres hommes et organiser ensemble la production ; ce n'est donc pas l'individu isolé mais la masse d'individus qui constitue le facteur déterminant de l'évolution sociale.

En outre, en s'associant et en s'appuyant à d'autres économistes (Quesnay, Ricardo, Malthus, Smith), Marx et ses compères se sont concentrés plutôt sur l'étude du capital pour expliquer le rouage amenant au développement.

R ⟵ T ⟵ K (R : richesse, T : travail, K : capital)

Par ce schéma de **Reproduction Cyclique du Capital,** l'on peut commenter qu'avec un capital (K), il est possible de faire une exploitation ainsi que de multiplier les activités (T) ; plus ces activités marchent, plus les profits augmentent ; et en conséquence, il y aura une accumulation de revenu épargné (R). Ce dernier constituera un nouveau capital, et ainsi de suite. ([7])

[5] DURKHEIM (E), « De la division du travail social » 1893
[6]MARX (K), « Manifeste du parti communiste » 1848
[7] Cours d'Economie Sociale dispensé par Mr Eric Thosun MANDRARA

C’est pourquoi, les ruraux malgaches restent dans un état de dénuement car déjà le capital est défaillant mais en plus, les activités ne procurent aucun profit.

III – Selon Max WEBER

La contribution de Max Weber à la compréhension du développement s'inscrit dans ses nombreuses analyses d'un processus qu'il considère être à l'œuvre dans toute société : le processus de rationalisation. Weber démontre dans *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* [8] que les actions guidées par une rationalité en finalité prennent une importance croissante au fil de l'évolution sociale.

Ce qu'explique Weber, c'est qu'à une certaine forme d'ordre social correspondent certaines valeurs, une certaine culture qui, en conférant un sens aux actions humaines, les oriente. Pour résumer, l'évolution de l'ordre social (le développement) est accompagné par une transformation des manières de faire, de sentir, d'agir, de penser des membres de la société. À l'inverse, l'absence d'évolution des valeurs peut bloquer le processus de développement, ou du moins le compromettre [9], comme le cas de Madagascar dont la population accorde encore un intérêt majeure à la tradition.

Section 2 : Approches nouvelles

Selon la boucle logique de GALBRAITH, la pauvreté des communautés rurales et agricoles telle la société rurale malgache repose sur les propositions suivantes : une productivité basse entraîne un revenu bas ; lorsque le revenu est bas, les capacités d’épargne sont négligeables ; lorsque l’épargne est négligeable, l’accumulation du capital est impossible ; et sans capital, il n’y a pas d’investissement et par conséquent, la productivité est condamnée à la stagnation. [10]

Par ailleurs, les pauvres souffrent intensément des conséquences d’un développement destructeur et de la détérioration du milieu auxquels le niveau d’éducation et d’organisation

[8] WEBER (M), « L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme » 1905
[9] Cours de Sociologie Générale dispensé par Mr Gil SARTER
[10] Cours de Sociologie de Développement dispensé par Mr RAPANOEL Alain Bruno

n'a pas permis de se faire écouter et encore moins de construire leurs propres discours alors qu'ils sont porteurs d'un savoir reconnu et de grandes potentialités. [11]

De même pour les ruraux, et c'est la raison pour laquelle ils sont souvent décrits comme des personnes réfutant les idées et informations que les acteurs de l'innovation considèrent comme avantageuses pour les habitants de la campagne.

Dans le cas de Madagascar, le problème d'amélioration des conditions de vie des ruraux est confronté à la vivacité des pratiques traditionnelles. Les taboues et autres habitudes se heurtent le plus souvent aux outils modernes et aux théories toutes faites des techniques avancées. On repousse les idées d'innovations, on est habitué à vivre dans des systèmes clos refusant l'extérieur.

« **Il a fallu que les techniciens mettent côte à côte deux rizières cultivées, l'une selon la méthode ancestrale, l'autre selon la nouvelle technique et apportent ainsi la preuve concrète de ce qu'ils avançaient.** » [12]

Mais ce comportement n'est pas généralisé. En effet, il existe 3 catégories d'individus dans le monde rural : d'abord les conservateurs, c'est-à-dire ceux qui se tiennent à leur culture rurale et à leurs habitudes refusant les nouveautés ; puis les novateurs qui sont toujours partisans aux changements : cette catégorie est souvent composée par les jeunes ne disposant d'aucun moyen alors qu'ils veulent être des acteurs de l'innovation ; et enfin, les centristes* qui conditionnent leur position par rapport aux idées nouvelles et aux possibilités de réaliser des profits personnels [13].

Le plus souvent, les raisons de cet état de chose n'ont pas été suffisamment identifiées pour trouver des solutions appropriées. Comme le dit Titola (1991) : « **La plupart des solutions techniques proposées pour résoudre les problèmes agricoles dans les pays moins développés ont échoué car elles n'ont pas tenu compte des problèmes de ressources du pays tels que les sources et la distribution d'énergie, la fragilité du système écologique, les aptitudes, préférences et bases de connaissance de la société**. »[14]

---

[11] « Éducation et formation des adultes : le développement agricole », 1999 P.69

[12] ANDRIANAIVO(M), « Quelques réflexions sur les rapports entre science et culture », in Deux Monde en présence, éd. FJKM Imarivolanitra 1994 P.8

*C'est la catégorie la plus apte à collaborer lors des projets agricoles

[13] Cours de Développement Rural dispensé par Mr RAZAFINDRALAMBO Martial

[14] « Éducation et formation des adultes : le développement agricole », 1999 P.246

Floquet (1993) ajoute également que : « **Dans les régions rurales surgissent des problèmes de communication sérieux entre experts et habitants locaux surtout dans les régions où les agriculteurs ne sont pas organisés en groupe**. »[15]

Précisément, l'importance de se regrouper est minimisée par les petits producteurs malgaches, inconscients des innombrables intérêts qu'ils peuvent en tirer. En effet, être membre d'un groupement présente des avantages incomparables pouvant être primordial pour la production.

Ces articles proposent une analyse rapide des ressources locales et des diverses approches de transmissions d'informations en mettant l'accent sur le champ agricole et quelques explications de leurs limites et erreurs. Il s'agit par ailleurs de défendre l'adoption du savoir technique autochtone et des systèmes de communication autochtone, afin de résoudre les problèmes agricoles.

Théories et politiques du développement ont longtemps négligé les facteurs socioculturels, alors qu'ils sont primordiaux dans la définition des problèmes.

En effet, il est possible d'expliquer les comportements des ruraux entre autres, par la théorie de « *L'Habitus* » de Bourdieu qui repose sur l'idée que les propriétés sociales objectives s'incorporent, composant ainsi l'ensemble des dispositions d'un individu (habitus) qui est une variation subjective de l'habitus collectif (habitus de classe) correspondant à sa position sociale.

Les dispositions sont à comprendre comme des inclinations, des tendances, des manières de : faire, agir, penser, apprécier… qui sont intériorisées. Elles donnent lieu à des façons de penser, d'agir, de juger.

Elles sont le produit des structures caractéristiques d'une classe déterminée de conditions d'existence (environnement : les conditions matérielles d'existence caractéristiques d'une condition de classe…).

Autrement dit les pratiques sportives, les habitudes alimentaires, les façons de s'habiller, les goûts, les dégoûts, les pratiques culturelles… sont autant de versions individuelles et collectives des propriétés sociales incorporées.

[15] « Éducation et formation des adultes : le développement agricole », 1999 P.248

Une des fonctions de la notion d'habitus est de rendre compte de l'unité de style qui unit les pratiques et les biens d'un agent singulier ou d'une classe d'agent : l'habitus donne lieu à des styles de vie c'est-à-dire un ensemble unitaire de choix de personnes, de biens, de pratiques : ce que mange l'ouvrier, sa façon de le manger, le sport qu'il pratique et sa manière de le pratiquer, les opinions politiques et la façon de les exprimer.

La théorie de l'habitus lie ainsi les dimensions subjectives et objectives du social. Elle articule également le passé et le présent.

Comme incorporation de l'histoire passée, l'habitus permet une indépendance relative par rapports aux conditions extérieures immédiates de l'action.

L'habitus permet de comprendre la permanence relative dans le temps et d'un champ à l'autre des dispositions, des goûts, des préférences d'un agent singulier.

En dernière analyse cette démarche sociologique repose sur la correspondance entre l'espace des positions occupées dans l'espace social et l'espace des dispositions ou habitus de leurs occupants.

Pour comprendre les pratiques, il faut mettre en rapport les conditions sociales dans lesquelles se sont constitué l'habitus qui les engendre et les conditions sociales auxquelles l'habitus est exposé. (16)

Il importe donc de comprendre les composants et les coutumes des sociétés rurales afin d'en dégager les problèmes généraux. Toute cette démarche tend à prouver que les dimensions culturelles liées aux dimensions sociales commandent les attitudes de populations rurales en catalyseurs des actions de développement répondant aux intérêts réels des masses rurales.

Cela dit, nous allons nous baser sur la combinaison de toutes ces théories en vue de traiter notre ouvrage.

[16] BOURDIEU (P), « L'habitus » 1970

CHAPITRE II : NOTIONS DE BASES

Section 1 : Le développement

I – Définitions

La notion de développement et ses corrélats sous-développement et Pays en voie de développement sont apparus dans le cadre du Nouvel Ordre Mondial résultant de la Deuxième Guerre Mondiale et des organisations internationales qui sont mises en place par la suite.

En termes simples, le développement est un changement positif dans tous les domaines.

BAIROCH semble rejoindre cette affirmation en soulignant que : « *Le développement se définit comme le changement économique, social, technologique et institutionnel lié à une augmentation du niveau de vie et à une évolution technologique et une organisation. »*[17]

« Le développement est un tout ; c'est un processus culturel intégral chargé de valeur. Il englobe l'environnement naturel, les rapports sociaux, l'éducation, la production, la consommation, le bien-être. La diversité dans les voies de développement répond à la spécificité des situations culturelles ou naturelles ; il n'y a pas de formule universelle. Le développement est endogène ; il surgit seulement du fort intérieur de chaque société, définissant souverainement sa vision ou son projet, comptant d'abord sur ses propres forces, tirant rationnellement de ses propres ressources et coopérant avec les sociétés qui partagent ses problèmes et ses aspirations. En même temps, l'Etat par l'intermédiaire de ses représentants détient la responsabilité d'assurer les conditions du développement autonome dans chaque société, de mettre à la disposition de tous, le fruit de l'expérience des autres et de venir en aide à ceux de ses membres qui en ont besoin.

Ainsi conçu, le développement représente une amélioration de la vie individuelle et sociale de la personne ». (18)

[17] Cours d'Economie Générale
[18] RANAIVONIRIANA (M), « Organisations paysannes et développement à Madagascar » 2010, P.11

C’est ce que F. Perroux veut exprimer en donnant la définition suivante : « *Le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d’une population qui le rendent apte à faire croître cumulativement et durablement sont produit réel global*». [(19)]

Le terme développement, dans le cas présent, est pris comme un raccourci pour développement économique, mais concerne aussi le développement humain, c'est-à-dire d'autres paramètres pouvant être considérés positifs pour la société (éducation, santé, espérance de vie...).

II – Pays en développement

L’appellation est principalement utilisée pour désigner les pays en situation « intermédiaire », autrement dit, la situation des pays qui stagnent sur le plan du développement économique et humain. Le terme, plus politiquement correct que « pays sous-développés », peut être utilisé pour désigner l’ensemble des pays qui ne font pas partie des pays développés.

Empruntant aux sciences de la nature la comparaison avec un organisme, dire d'un pays qu'il est en **voie de développement** (PVD) ou **en développement** (PED) revient à constater qu'il a dépassé un certain seuil critique d'évolution et à comparer son stade de croissance avec celui d'autres pays.

Le terme Pays en développement n'est qu'une appellation parmi d'autres pour désigner un même type de problème. La manière de désigner ces pays change selon l'angle sous lequel on les aborde et selon les solutions envisagées pour remédier à leurs problèmes. Chacun de ces termes a des significations au-delà de son apparence première.

En général, ce sont des pays dont les structures économiques, politiques et sociales ne permettent pas de satisfaire les besoins fondamentaux des populations et qui se caractérisent principalement par une pauvreté massive ainsi qu’une faible insertion dans l’économie mondiale.

Ne disposant pas des ressources en capitaux nécessaires à leur développement, ces pays l’ont en grande partie financé en s’endettant à l’extérieur.

Mais cet endettement constitue une entrave à la poursuite du développement. Outre le fait que les sommes consacrées au remboursement de la dette sont détournées

[19] Bremond (J) et Geledan (A), « Dictionnaire économique et social », Hatier, Paris 1981 P336

de l’investissement productif, les pays endettés sont contraints de privilégier les secteurs économiques tournés vers l’exportation au détriment de la satisfaction des besoins internes, notamment en ce qui concerne l’agriculture.

En outre, l’ensemble des pays en voie de développement connaît un accroissement démographique, rapide et soutenu, même si les prévisions pour le XX^{e} siècle ont récemment été revues à la baisse. Si un certain nombre de pays, tels les « dragons » asiatiques, la Chine ou le Brésil ont amorcé leur transition démographique, la baisse de la fécondité accompagnant celle de la mortalité, le taux de fécondité demeure très élevé dans les pays à revenu faible et intermédiaire. En Afrique subsaharienne, il atteint ainsi 6,1 enfants par femme.

Cette croissance de la population engendre des coûts supplémentaires en matière de développement humain et accroît la pression sur les ressources naturelles, alors même que les pays en développement ne sont pas encore parvenus à l’autosuffisance alimentaire et que les infrastructures sanitaires et sociales demeurent défaillantes.

III – Le développement rural

« Rural » est un terme désignant les populations qui résident à la campagne et les activités qui s'y déroulent.

La population rurale comprend des catégories socioprofessionnelles très variées. Elle inclut les agriculteurs et leur famille, ainsi que les représentants de tous les services qui ont leur siège dans les villages et les bourgs et sans lesquels la vie à la campagne serait difficile : commerçants, employés de mairie, de la poste, de la banque, instituteurs, médecins, sans oublier les représentants du culte. L'espace rural n'est pas uniquement consacré aux activités agricoles. On y trouve des ateliers et des usines qui transforment les produits locaux, utilisent une source d'énergie (solaire, groupe électrogène), bénéficient d'une expérience traditionnelle de la main-d'œuvre.

De ce fait, le Développement Rural consiste en un ensemble coordonné d’actions de développement, d’aménagements, et de réaménagements entreprises en milieu rural par une commune dans le but de sa revitalisation, dans le respect de ses caractères propres et de manière à améliorer la vie de ses habitants au point de vue social, économique et culturel.

Il est une approche globale et coordonnée des territoires ruraux dans leurs diverses composantes:

- sociale : démographie, services...
- économique: activités, bassin d'emploi, ressources
- environnementale

Le développement rural consiste donc à mettre en valeur le potentiel des communautés rurales en favorisant l'implication des citoyens, la concertation et le partenariat entre les différents acteurs d'un territoire rural. Les ruraux deviennent alors en partie responsables de l'évolution et du développement de leur municipalité et acteurs importants de la scène rurale en jouant un rôle de premier plan.

D'ailleurs, le développement Rural est une dynamique qui s'articule autour de trois axes :

- Un diagnostic du territoire
- La définition d'objectifs de développement
- La formulation de projets en vue d'atteindre ces objectifs.

A] Un territoire d'action, sur lequel est réalisé un diagnostic :

Le diagnostic est une sorte de carte d'identité de la commune. Il comprend une analyse des caractéristiques socio-économiques à partir des données objectives existantes (statistiques économiques, sociales, démographiques, inventaires divers). Il identifie les atouts, les faiblesses du territoire.

Les données doivent être validées et complétées en le confrontant à la réalité vécue par les habitants : par des contacts personnels, par des rencontres avec la population, par des enquêtes, ... C'est la phase d'information et de consultation de la population.

B] Des objectifs de développement, en vue de valoriser les potentialités de la commune, pallier aux manquements qui pourraient être identifiés

A partir du diagnostic de la commune (comment elle évolue, ce qui va et ce qui ne va pas, les risques que l'on peut pressentir si certaines choses ne changent pas), l'on est invité à réfléchir et définir l'avenir que l'on souhaite pour la commune et dégager

des objectifs de développement pour celle-ci. Cette réflexion sera menée au sein de groupes de travail thématiques, puis en Commission Locale de Développement rural. Les objectifs découlent des forces et faiblesses mises en évidence par l'analyse de la situation existante et les desiderata de la population. C'est-à-dire du diagnostic de la commune.

C] Des projets pour atteindre les objectifs

Il s'agit, toujours en collaboration avec la population de pousser la réflexion un peu plus loin et d'émettre des projets en vue d'atteindre les objectifs fixés précédemment.

En résumé, le développement rural désigne la gestion du développement humain et l'orientation des changements technologiques et institutionnels de façon à améliorer l'inclusion, la longévité, les connaissances et les standards de vie dans les zones rurales, dans un contexte d'équité et de durabilité. L'agriculture et la pisciculture peut faire partie des options de développement rural et développement durable.

IV – Projet et développement

Un projet est un ensemble d'actions à réaliser pour satisfaire un objectif défini répondant aux besoins d'une collectivité. En général, on distingue 3 étapes dans la vie d'un projet : la planification, l'exécution, le suivi et évaluation.

Ainsi, un projet a un début et une fin mais encore, il a pour finalité le développement. Il vise donc l'amélioration du niveau de vie de la collectivité cible par le biais du respect des droits fondamentaux de ses membres afin d'assurer leur bien-être. Ce bien-être est relatif à la satisfaction des besoins au quotidien tels que l'accès au service public décent, à l'eau potable et à l'assainissement, au service de santé et d'éducation et à l'électricité.

A cet égard, un projet fait intervenir plusieurs acteurs autres que l'initiateur et le bénéficiaire.

En fait, le projet de développement est considéré comme l'interface entre d'une part, les bailleurs de fonds, les bureaux d'études, les experts et d'autre part, les populations visées.

La notion de projet fait référence à une construction collective, évolutive et unique.

Cette perception est peu présente dans les projets de développement tel qu'ils sont mis en œuvre et analysé actuellement.

En effet, le projet de développement a souvent été étudié et conçu comme un outil exogène à la société locale.

Pour répondre à ces enjeux, diverses formes de coopération se sont mises en place entre partenaires du Sud et du Nord, par la mise en place du projet de développement. D'où le Mondialisation et la domination des pays du Nord.

Section 2 : Le riz à Madagascar

I – Historique

La culture du riz a été déjà pratiquée depuis la période royale de l'Imerina. En général, la riziculture a pris naissance dans la société des hautes terres c'est-à-dire au niveau de la région de l'Imerina. Avant sa découverte, les ancêtres malgaches se nourrissaient de manioc et de patate.

A l'époque du règne d'Andrianampoinimerina, les malgaches souffraient d'une mauvaise alimentation à cause de l'abondance des rizières très mal irriguées.

Dès lors, le Roi ne cessa de chercher des solutions et finalement, il ordonna de faire drainer l'eau sur les grandes plaines engorgées en l'évacuant vers l'Ikopa. Cette technique a, certes, amélioré la production rizicole mais cette dernière resta insuffisante par rapport au besoin du Royaume.

A l'époque de Radama I, l'importance du riz au niveau de la vie des malgaches devenait de plus en plus forte et le Roi a renforcé davantage la force productive et a investi dans d'autres surfaces aménagées.

II – Evolution de la technique de riziculture

Depuis l'apparition de la riziculture à Madagascar, plusieurs techniques de culture se sont succédées :

D'abord, la technique traditionnelle qui est une vieille méthode de plusieurs siècles toujours pratiquée par les malgaches jusqu'à aujourd'hui. Cette méthode se réalise par le repiquage de plants âgés de plus d'un mois suivant une disposition

aléatoire avec une densité à l'hectare très élevée ; le riz pousse sous une lame d'eau de plus d'un centimètre de hauteur pendant tout son cycle de développement. Cette technique ne nécessite aucun entretien particulier et même le sarclage ne se fait que rarement afin de minimiser les dépenses et d'éviter une mauvaise récolte en cas de problèmes.

Ensuite le Système de Riziculture Améliorée (SRA) qui nécessite plus d'attention que la précédente car l'âge de repiquage est de 15 à 30 jours seulement et le sarclage se fait 2 à 3 fois tous les 10 à 15 jours. Ce système demeure plus cher que le premier mais reste plus efficace. Il a été lancé par les OPR (Opération Productivité Rizicole) pendant la Première République. Il est basé sur des innovations de la technique traditionnelle et introduit la notion de transplantation en ligne, offrant ainsi un plus grand espace au riz lui et permettant d'obtenir plus de talle.

Enfin, le Système de Riziculture Irriguée (SRI). Actuellement, peu d'agriculteurs pratiquent cette technique, faute de formation et de peur des nouvelles expériences. Ils ont encore besoin d'assistance avant de pouvoir appliquer et vulgariser ce mode de culture. Le SRI est connu dans le pays depuis 20 ans. De nombreuses tentatives de vulgarisation ont été entreprises mais jusqu'à présent, aucune coordination effective n'a été constatée. Le SRI est une technique agricole souple. Il varie en fonction de la zone cultivée. Néanmoins, il a comme base le bon dosage d'eau lors de l'irrigation et le respect d'une certaine distance entre les pousses lors du repiquage. Créé en décembre 2008, le groupement SRI Madagascar rassemble une vingtaine de membres dans toute l'île, lesquels se réunissent une fois par mois. La technique nécessite l'utilisation d'engrais biologiques. Cependant, l'apprentissage de son dosage est l'une des offres proposées par le groupement SRI Madagascar. Le SRI repose sur plusieurs principes très simples : repiquage des plants très jeunes, repiquage en ligne, assèchement partiel des rizières... De plus, ce système est entièrement biologique permettant ainsi aux paysans d'échapper à l'endettement par l'achat d'intrants chimiques de plus en plus coûteux.

Le SRI peut facilement doubler, voire tripler, d'emblée la production locale et est adopté à présent par plus de trente pays dans le monde. Développer le SRI, c'est, à terme, permettre à Madagascar de devenir autosuffisant en riz et même de pouvoir en exporter, et ainsi développer l'économie du pays.

III – Fonctions socio-économiques du riz à Madagascar

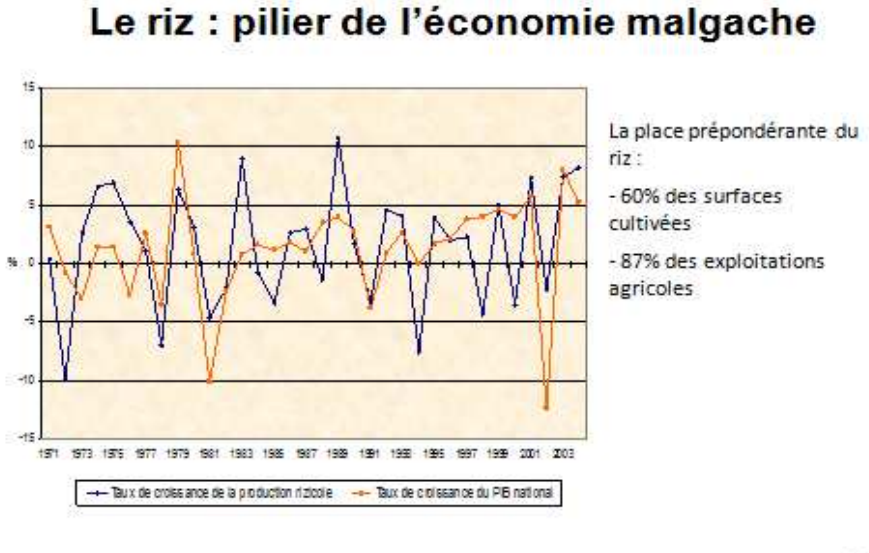
Le riz joue un rôle fondamental dans la vie de la majorité des Malgaches. Il constitue l'essentiel de leur nourriture (120kg par personne, par an en moyenne). Mais son capital culturel et symbolique est aussi important que son capital économique.

Historiquement, le riz est un élément déterminant dans la représentation mentale de la société malgache. Il est symbole d'unité. Et c'est à travers lui qu'on peut fournir une bonne lecture économique du pouvoir.

Cela peut s'illustrer dans le discours d'antan du Roi Andrianampoinimerina : « *Le riz est l'existence même de mes sujets (…) le riz étant la vie de mon peuple*. »

Economiquement, la culture du riz reste la plus importante à Madagascar car il représente environ 60% des surfaces cultivées et environ 85% des exportations agricoles. Et cette culture demeure à la fois source d'activité et source de revenu pour les malgaches.

Figure n° 01 : La place du riz dans l'économie malgache



Source : La révolution verte durable (Cours d'économie rurale par Mr Rakotoarivelo)

« *Le riz en tant que base de l'alimentation peut être considéré comme un des indicateurs du tableau de bord de la nation.* » [20]

[20] Riziculture face au défi de l'An 2000. Bulletin de l'Académie Malgache. Tome LXI 1/2 P.29, 1983

Section 3 : Groupement des paysans

Il se rapporte aux agriculteurs qui se sont alliés car le plus souvent placé dans une même situation, ils partagent un intérêt commun mais également des intérêts individuels.

Sa création se fait parfois par une initiative extérieure.

Sa formation est d'ordre pratique car se regrouper facilite l'atteinte d'un objectif.

Trois catégories d'organisations peuvent être identifiées :

- Les groupements spécialisés liés à une filière et qui assurent des fonctions économiques en matière d'approvisionnement, de commercialisation, de conseil, d'information, de formation, parfois de crédit. Il peut s'agir d'organisations mises en place par les projets de développement antérieurs aux réformes et dont le statut et les activités ont évolué, ou d'organisations qui ont été créées pour remplir les « vides » engendrés par le désengagement de l'État.
- Les groupements à vocation multisectorielle qui s'efforcent de prendre en compte la diversité des activités de leurs membres qui sont eux-mêmes très rarement spécialisés dans une production.
- Les organisations qui regroupent des catégories sociales particulières (femmes, jeunes) et dont les activités sont souvent définies a posteriori comme moyens d'atteindre les objectifs économiques et sociaux des catégories concernées.

Leur mode de fonctionnement se divise en 4 phases : d'abord, la détermination de l'objectif qui découle de l'intérêt commun et des besoins à satisfaire ; ensuite la structure et organisation pour régler la cohabitation et assurer un bon fonctionnement, puis la définition et classification des rôles pour qu'en aucun cas, ils s'empiètent au risque de confusion des tâches et responsabilités ; été enfin, la règlementation qui devrait se référer à un cadre juridique ou législatif.

A ce propos, le groupement des paysans prend un statut de coopérative, régi par la loi n°99-004 du 25 Mars 1999.

A ce titre, un groupement des paysans a donc pour objet de fournir des prestations aux membres, notamment en vue de:

- assurer la qualité des produits et services;

- offrir en permanence de meilleurs services aux membres;

- améliorer le bien-être des membres;

- élever le niveau professionnel et culturel des membres par des activités de formation et d'éducation;

- mettre à la disposition des membres pour leur usage exclusif des matériels, machines ou instruments;

- effectuer au bénéfice des membres toutes opérations financières, notamment la collecte de l'épargne, l'octroi de crédit ou le cautionnement mutuel.

Par ailleurs, les activités du groupement des paysans sont spécifiées dans l'article 5 de ce texte, à savoir :

- production et transformation (agricole, minière, pêche,...);
- commerce (centrale d'achat, collecte, distribution, ...);
- service (transport, assurance, ...);
- épargne et crédit.

Par conséquent, faire partie d'un groupement est indispensable pour les agriculteurs vu les privilèges qu'ils peuvent y gagner.

CHAPITRE III : PRESENTATION DE LA CR ANKADINONDRY SAKAY

Section 1 : Historique

Pendant la période de la royauté, la Sakay était une zone intermédiaire entre deux grands royaumes : Merina à l'Est et Menabe à l'Ouest. Lors de l'unification menée par le Roi Radama I, la région de la Sakay est devenue une zone stratégique avec quatre villages alignés : au Sud, Mahasolo ; au Centre, Ankadinondry ; au Nord, Ambohitretibe et Ambohitromby.

Administrativement, Fanjakamandroso, un village se situant à 15km de la Sakay était présentée comme chef lieu de la commune. Et ce n'est qu'en 1952, lors de l'installation des réunionnais que ce dernier a été transféré à la Sakay.

Ainsi, le centre de la Sakay a été créé en 1952 dans le cadre des programmes de développement initiés par l'équipe du BDPA (Bureau pour le Développement de la Production Agricole du département d'Outre Mer) par réquisitions domaniales.

En ces temps, le secteur de la Sakay était une région isolée, inculte et pauvre avec une population très clairsemée. Elle était aussi une zone d'échanges et devenait une région d'élevage très extensif de bovin jusqu'à la fin de la période coloniale.

C'est sur l'initiative d'un député réunionnais, Raphael Babet que le centre du BDPA a été placé à la Sakay, d'où l'appellation du village « Babet ville », dénommé ensuite Ankadinondrikely puis Ankadinondry Sakay.

Section 2 : Contexte micro régional

La commune d'Ankadinondry Sakay appartient au District de Tsiroanomandidy, Région de Bongolava. Elle est délimitée :

- Au Nord, par les CR Ambalanirana, Anosy et Alatsinainikely ;
- A l'Est, par les CR Analavory, Ankaranana et Mananasy ;
- A l'Ouest, par la CR Tsinjoarivo Imanga ;
- Au Sud, par les CR Mahasolo et Mahavelona.

Située à 146 Km de la capitale, sur la RN°1 Bis, Ankadinondry Sakay était depuis longtemps un lieu de transit et d'échanges commerciaux, particulièrement les samedis, jours du marché.

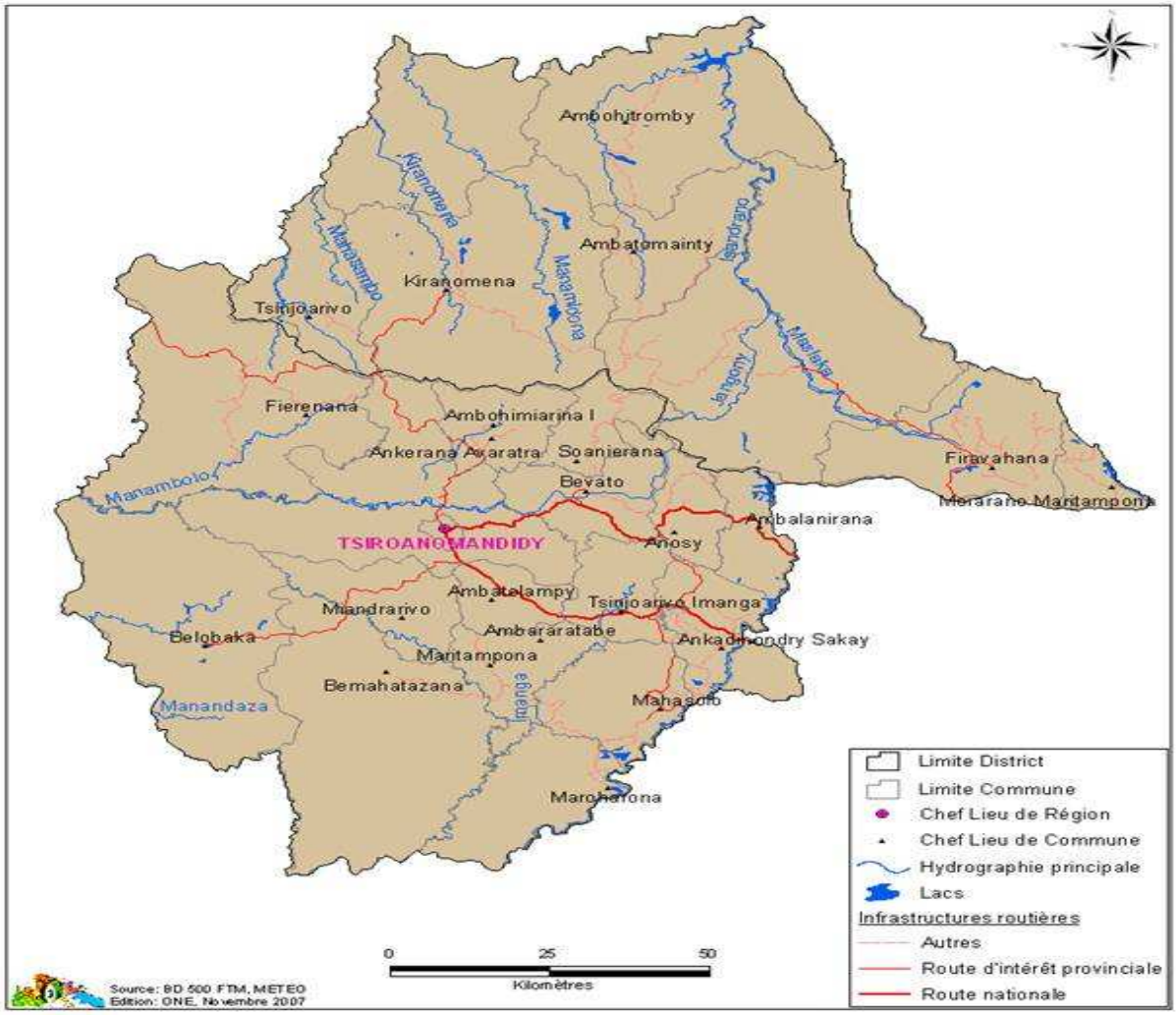
Elle couvre une superficie de 376 Km^2 et regroupe 22 Fokontany. A 40 Km du site touristique qu'est la région volcanique d'Itasy, elle réunit des moyens économiques, techniques et sociaux dont l'ensemble de la population devrait bénéficier.

L'enclavement physique de la majorité de l'espace communale a engendré énormément de difficultés de communication pour les responsables communaux et provoque des impacts négatifs sur la capacité de gestion et gouvernance de la Commune.

Image n° 01 : Localisation de la CR Ankadinondry Sakay sur la carte de Madagascar

Source : Internet

Image n° 02 : District de Tsiroanomandidy



Source : Internet

Section 3 : Les infrastructures socioculturelles

I – Santé

La commune dispose de 03 centres sanitaires publics : le CSB II d'Ankadinondry Sakay, le CSB II de Soamihary et le CSB I de Diavolana. Il y existe également 04 centres de santé privés à Ankadinondry et à Antsahatanteraka dispensés par 04 médecins en exercices libéraux.

En plus, la commune possède 04 dépôts de médicaments et 01 pharmacie communautaire.

Le tableau ci-après montre les activités et la situation en matière de santé dans les centres publics :

Tableau n° 01 : Situation de la Commune en matière de santé

Noms des formations sanitaires	Médecins (Nombre)	Sages Femmes (Nombre)	Infirmiers (Nombre)	Lits (Nombre)	Consultations mensuelles (Nombre)	Accouchements mensuels (Nombre)	Vaccinations annuelles (Nombre)
CSB II Ankadinondry	2	2	1	14	1300	30	4063
CSB II Soamihary	1	_	_	_	225	12	_
CSB I Diavolana	_	_	1	_	45	07	_

Source : PCD 2008 Ankadinondry Sakay

Les centres sanitaires ne peuvent pas fournir convenablement les soins médicaux du fait du manque d'équipements et de l'insuffisance de personnel par rapport aux normes de santé.

Aussi, les fokontany éloignés souffrent du manque d'unités sanitaires. Ce sont les enfants et les femmes enceintes qui en sont les principales victimes.

Dans certaines localités, la médecine traditionnelle est toujours de mise. La population fait encore appel aux tradipraticiens et aux matrones, rendant ainsi la déclaration de naissance très difficiles. D'après nos enquêtes, les plantes médicinales les plus utilisées sont :

Tableau n°02 : Plantes médicinales locales et leur utilisation

Plantes médicinales	**Utilisations**
Aferotany	Expectorant
Goyave	Contre la diarrhée
Barbe de maïs	Diurétique
Randreka	Diurétique
Tsipihipihina	Anti-inflammatoire
Ikirija	Antihémorragique
Rotra mena	Cas de Métrorragie

Source : Enquête personnelle, 2010

II – Education

La scolarisation tient une place quasi-importante dans la commune.

- Pour le niveau I, la commue est dotée de 22 écoles publiques éparpillés dans les 22 fokontany (EPP). Mais il existe aussi diverses écoles privées. D'autant plus que le gouvernement a implanté l'objectif « l'éducation pour tous » qui tente à ramener à 100% l'entrée au niveau primaire.
- Pour le niveau secondaire du premier cycle, le centre de la Sakay ne possède qu'un seul C.E.G mais heureusement l'existence d'autres collèges privés permet de scolariser les jeunes qui n'ont pas la chance d'entrer au CEG puisque l'intégration se fait par voie de concours.
- Pour l'enseignement secondaire du second cycle, la commune a pu bénéficier de l'implantation d'un lycée publique en 2005 mais en plus, elle est dotée actuellement de deux autres lycées privés.

Outre ces établissements scolaires, la commune possède un Centre de Lecture et d'Animation Culturelle (CLAC). Elle a été mise en place pour promouvoir la lecture mais surtout la langue française. Ainsi, l'instauration d'un tel centre permet aux jeunes de s'instruire et de se divertir à travers la lecture.

Les infrastructures éducatives de la commune peuvent se résumer dans le tableau suivant :

Tableau n°03 : Infrastructures éducatives de la Commune

Etablissements	Nombres
Primaire	25
Secondaire Cycle I	4
Secondaire Cycle II	4
Culturel	1

Source : Enquête personnelle, 2010

Néanmoins, même avec l'existence de tous ces établissements, l'abandon scolaire semble inévitable et reste un des fléaux dans le monde rural.

III – Communication

L'enclavement de la commune entraîne un déficit en matière de communication. En effet, mise à part l'existence des réseaux d'opérateurs fixe et

mobiles, les seuls moyens de connaître ce qui se passe à l'extérieur et de communiquer avec lui sont la poste, la chaîne de télé nationale TVM et les deux stations radios RNM et RTS.

IV – Electricité et eau potable

La commune n'est pas encore électrifiée malgré que les matériels adéquats, pour l'arrivée de ce dernier, soient déjà visibles sur place et cela depuis quelques années. Néanmoins, quelques ménages possèdent leur propre groupe électrogène.

L'eau est aussi un des problèmes majeurs. Le chef lieu de la Commune est doté en tout et pour tout de 64 bornes fontaines, et seules deux fokontany éloignés dont Bonara et Tsisoanohirery sont dotées de 8 bornes fontaines.

V – Loisirs et divertissements

La distraction favorite de la population est le sport. Pour cela, la commune dispose de 3 terrains de football, d'un terrain de basketball et d'un complexe sportif aux normes plus ou moins universelles.

Pour les autres activités récréatives, il y a les salles de spectacles au nombre de trois, les petites salles de vidéos et le CLAC.

VI – Autre

La CR Ankadinondry Sakay est l'une des rares CR à avoir une station d'essence.

Son marché hebdomadaire est le samedi.

Section 4 : Etude de la population

I – Origine de l'implantation

La population est constituée de migrants attirés par la fertilité du sol. Elle est très cosmopolite car elle réunit les Merina, les Betsileo, les Antehisaka, les Antandroy et les Réunionnais.

II – Démographie

D'après le recensement en 2008, le nombre d'habitants de la commune s'élève à 47697 personnes, réparties dans plus de 6110 ménages pour une taille moyenne de 07 individus par foyer.

Elle est inégalement répartie sur le territoire de la commune avec une densité moyenne de 113 habitants par Km^2.

A] Répartition par fokontany

Tableau n° 04 : Représentation de la population par fokontany

Fokontany	**Total**	**Pourcentage**
Ankadinondry I	6 498	13,6%
Ankadinondry II	5 907	12,4%
Mahatsinjo	3 185	6,7%
Soanierana	1 896	4%
Soavimbahoaka	1 239	2,6%
Tsarafiraisana	4 325	9,1%
Diavolana	3 115	6,5%
Anosibe	1 388	2,9%
Fanjakamandroso	1 614	3,4%
Antsahatanteraka	2 028	4,3%
Tsaramandroso (Ibory)	863	1,8%
Andohanakivoka	1 578	3,3%
Ihazomay Sud	1 951	4,1%
Ambohitromby	1 713	3,6%
Manarintsoa	1 166	2,4%
Soamihary	959	2%
Ambalanirana	1 437	3%
Bonara	2 745	5,7%
Tsisoahoanirery	1 916	4%
Manjakamisadana	805	1,7%
Ambohimahasoa	843	1,8%
Ankadinondrikely	526	1,1%
Total	47 697	100%

Source : Document d'archive CR Ankadinondry Sakay 2008

Ce tableau prouve l'inégale dispersion des habitants sur la totalité de la région : en effet, la commune compte 22 fokontany dont 26% de la population est concentrée dans le chef-lieu alors que d'autres fokontany ne comptent à peine que 1% à 2% environ.

B] Répartition par sexe

Tableau n° 05 : Distribution de la population par sexe

SEXE	**NOMBRE**	**POURCENTAGE**
HOMMES	23 169	48,6%
FEMMES	24528	51,4%
TOTAL	47 697	100%

Source : Document d'archive CR Ankadinondry Sakay 2008

A partir de ce petit tableau, nous pouvons constater que l'effectif des femmes est légèrement plus élevé que celui des hommes. Ainsi ce nombre peut entraîner un accroissement rapide de la population à cause du rôle reproducteur de la femme.

C] Répartition par âge

Tableau n° 06 : Distribution de la population par âge

Age	**Nombre**	**Pourcentage**
[0 ; 5[	7 815	16,4%
[5 ; 10[	6293	13,1%
[10 ; 15[	7886	16,5%
[15 ; 25[	14 465	30,3%
[25 ; 65[	10 753	22,6%
[65 ; et + [	539	1,1%
Total	47 697	100%

Source : Document d'archive CR Ankadinondry Sakay 2008

Le tableau ci-dessus montre que la commune est caractérisée par une population jeune puisque le taux des moins de 25ans est de 76,3%.

Ce constat vient de la migration massive des jeunes de la commune pour leurs études.

Il est également possible d'affirmer que nous sommes en présence d'un accroissement naturel démographique assez élevé car le tableau dévoile un fort taux de natalité et un faible taux de mortalité car les personnes âgées de plus de 65ans représentent encore 1,1% de la population.

III – Activités économiques de la population

L'agriculture et l'élevage restent la base de l'économie de la Commune. Ils fournissent les principales sources de revenus et alimentaires de la population estimée à 85% œuvrant dans ce secteur. Il est à noter que la superficie totale cultivée est de 32 200 ha environ dont 3 257 ha est occupé par la riziculture.

Souvent, ces activités primaires sont combinées à d'autres occupations telles que la pêche, la moriculture et la sériciculture, l'artisanat, et le commerce.

En fait, ces activités secondaires sont pratiquées surtout pour l'amélioration des revenus. C'est ce que Rakoto Ramiarantsoa exprime dans ses propos : « *Les paysans ont un double objectif : d'une part, la production rizicole qui vise d'abord à l'autoconsommation et d'autre part, la production agricole et autres activités qui recherchent en priorité la sécurité alimentaire. Complémentaires, ces deux optiques guident les pratiques paysannes*. » [(21)]

IV – Réalité sociale

Malgré la diversité des activités, la population vit encore dans une situation vulnérable puisque leur modeste revenu n'arrive même pas à assurer les Produits de Première Nécessité.

A coté de cela se posent les obstacles du non électrification, de la rareté des bornes fontaines, de l'insuffisance des infrastructures sanitaire et éducatif et de l'insécurité.

[21] RAKOTO RAMIARANTSOA, « Chair de la terre, œil de l'eau…Paysanneries et recompositions des campagnes en Imerina », éd. ORSTOM 1995, P 172

D’autres problèmes se présentent encore : d’abord les problèmes liés à la production à cause de l’insuffisance des matériels agricoles mécanisés accompagnée de la dégradation de la fertilité du sol. Ensuite, l’existence de plusieurs textes spécifiques et les flux de migration entraînent la complexité des problèmes fonciers.

Au niveau de l’environnement, les besoins quotidiens en bois chauffage et bois de construction engendre aussi la dégradation de l’environnement ; de plus, les actions de reboisement ne sont pas considérées comme prioritaire pour les ruraux.

En outre, Ankadinondry Sakay est une CR assez particulière car elle se trouve déséquilibrée entre les caractéristiques rurales et l’urbanité. En effet : d’un côté, à la porte de la Commune d’Ankadinondry, la structure de l’espace est aménagée en cité, typiquement urbain ; mais d’un autre côté, certains détails tels la démographie ou les infrastructures routières le classe parmi les sociétés rurales.

Néanmoins, cette Commune possède une population consciente et disposé à évoluer. Ce qui suscite l’optimisme des initiateurs de projets.

Une orientation de travail est toujours essentielle pour ne pas se perdre dans les tâches à effectuer. Ce cadrage a également été réalisé pour souligner l’enjeu du développement rural dans le développement du pays en général vu que la majorité des malgaches appartiennent au secteur primaire. Par ailleurs, cette étude est traitée dans le cadre social et économique car le développement concerne principalement ces deux domaines.

PARTIE II : CHEMINEMENT VERS UNE PRODUCTION RIZICOLE

L’action d’améliorer la production met en jeu deux paramètres bien distincts : les acteurs et les activités. Les activités sont représentées par les projets et les acteurs exécutifs étant les initiateurs ainsi que les bénéficiaires. Etant donné que dans la présente étude, les paramètres fondamentaux à considérer sont les groupements des paysans, le projet KAIZEN, et les riziculteurs ; cette partie présentera l’essentiel de notre travail de terrain. Les points à développer concernent les privilèges d’être membre d’un groupement des paysans, les potentialités rizicoles de la commune, une étude du KAIZEN et celle des riziculteurs et enfin le bilan général.

CHAPITRE IV : LES AVANTAGES LIES A L’ADHESION AU GROUPEMENT

Dans les zones rurales, il est très difficile de convaincre les agriculteurs à se regrouper ainsi que des avantages qu’ils en tireront. A Ankadinondry Sakay particulièrement, le phénomène de groupement commence à s’étendre mais il est encore loin d’être effectif.

Notons que les groupements n’œuvrent pas seulement dans le domaine agricole mais les principaux atouts de leurs activités sont étroitement liés à l’agriculture, à la riziculture.

Section 1 : Par rapport aux diverses formations techniques

Une des principales ambitions des groupements est d’assurer une production en qualité, en quantité et dans les normes. Pour atteindre ce but, ils mettent en œuvre tous les moyens nécessaires, à commencer par les différentes formations proposées à leurs membres.

En effet, ces formations servent à renforcer les capacités des riziculteurs pour qu’ils constituent ce qu’on appelle une force productive.

Elles sont, le plus souvent en rapport avec la gestion et l’organisation, les techniques de cultures modernes (SRI) et tout ce qui peut influer avantageusement sur la production.

Après leur formation, ces riziculteurs reçoivent également un appui technique des vulgarisateurs.

Le plus extraordinaire, c’est que ces formations et appuis techniques sont gratuits et fréquents afin d’encourager les producteurs et de garantir leur savoir-faire.

Aussi, lors des projets de vulgarisation, ce sont surtout les producteurs rassemblés en groupements qui sont les plus sollicités car d'une part, ils sont plus faciles à guider, et d'autre part, leur efficacité et leur performance sont plus effectives au sein d'une société organisée.

Evidemment, on ne peut pas nier que les simples riziculteurs peuvent recevoir des aides semblables mais ils sont beaucoup moins nombreux car les motivations ne sont pas les mêmes. Déjà au niveau des groupements, des récompenses sont offertes aux meilleurs producteurs mais chaque membre reçoit également des conseils quant à la participation à ces formations.

Section 2 : Par rapport à la production

Une des raisons de la création des groupements des paysans est d'alléger les charges des producteurs membres. En effet, les coûts des matières premières diminuent grâce aux différentes collaborations avec des tiers partis. Ils obtiennent alors à moindre prix les engrais, les semences, les locations d'engins mécaniques et même les mains d'œuvre.

Par conséquent, les producteurs ne devraient plus se plaindre concernant le coût relatif à la pratique des nouveaux systèmes de production et à la mécanisation rizicole.

Le rendement peut donc être optimisé grâce à l'utilisation des nouvelles techniques de production apprises lors des formations.

Se regrouper permet aussi de réaliser la riziculture en groupe et d'obtenir ainsi une production maximale en réunissant les rizières se trouvant côte à côte. Cependant, cette circonstance pourrait devenir complexe, une organisation rigoureuse serait alors nécessaire et encore une fois, grâce au groupement, cela est possible.

L'atout pour un producteur d'appartenir à un groupement est le fait qu'il peut échanger ses expériences avec des confrères, les consulter à propos des leurs, réclamer de l'aide en cas de soucis et obtenir des conseils pour une éventuelle amélioration.

Grâce à la progression de la production, les membres des groupements ne se limitent plus à la culture vivrière et peuvent enfin passer à la commercialisation de leurs produits.

La constitution en groupement permet alors d'arriver aux résultats qu'ALBAGHLI attend lors de son études sur le développement rural : « *Produire, s'organiser et pérenniser les résultats constituent le triple défi des sociétés rurales.* »[22]

Section 3 : Par rapport aux microcrédits

Le crédit rural est l'un des outils indispensables aux producteurs pour qu'ils puissent faire face aux multiples activités de sa vie socio-économiques.

Ce crédit qu'il devra emprunter constituera un capital pour le bon fonctionnement des tâches à accomplir.

Le prêt d'argent par les agences de microfinance est soumis par plusieurs conditions que les populations rurales arrivent à remplir mais très difficilement.

Le fait de se regrouper est un meilleur moyen d'octroyer un crédit dont le montant est au moins le double que celui obtenu par un particulier et même le délai de remboursement est prolongé. C'est ce qu'on appelle crédit solidaire

En effet, certaines, voire même la majorité des Institutions de Micro Finances préfèrent attribuer un prêt d'une somme plus importante au groupement que de le faire, même pour une somme moins importante à un seul individu.

Certaines clauses stipulent même qu'aucun crédit ne sera cédé aux individus non membres d'un groupe.

D'une manière générale, les groupements villageois ou communautaires sont les plus aptes à faire l'objet de financement.

Autre avantage d'être en groupe face aux agences de microfinance réside dans la facilité de remplir les garanties requises.

Autrement dit, les membres peuvent s'arranger entre eux quant à la désignation des garanties qu'ils sont prêts à sacrifier au cas où.

[22] ALBAGHLI (J), « Le surplus agricole », éd. Karthala 2001, P.12

Section 4 : Par rapport à la Pyramide de Maslow

D'après le psychologue Abraham MASLOW, un individu doit absolument satisfaire 5 besoins pour pouvoir s'épanouir pleinement. Ces besoins sont définis par une pyramide qui se structure comme suit :

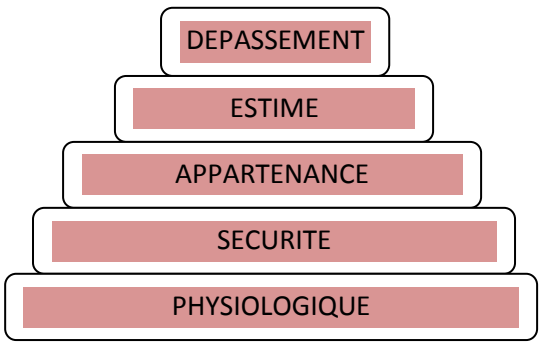
A la base se trouvent les besoins physiologiques ; en montant plus haut, on découvre les besoins de sécurité ; puis les besoins sociaux ; viennent ensuite les besoins d'estime (estime de soi et estime des autres) ; et à la pointe du pyramide, les besoins de réalisation personnelle.

Grâce aux groupements, chaque paysan a la possibilité de combler ces besoins. En effet, à travers les activités et les résultats, les paysans peuvent puiser leurs satisfactions personnelles.

L'on peut citer par exemples :

- Comme besoin physiologique, un paysan pourrait désormais manger à sa faim.
- Comme besoin de sécurité, l'assurance de savoir que sa production lui apportera fruits et qu'en cas d'échec, il obtiendra secours.
- Comme besoin social, le sentiment d'appartenance à son groupement.
- Comme besoin d'estime, ses confrères et lui-même pourront voir en lui un ami sur qui compter.
- Comme besoin de réalisation personnelle, il retrouvera les résultats de ce qu'il a entrepris.

Figure n°02 : Pyramide de Maslow



Source : Cours de Psychologie Générale 1ère Année

En général, les groupements et associations ont des niveaux d'activités très variables : ainsi, si certains groupements ont des résultats techniques et économiques significatifs, il existe aussi des organisations qui ont une réelle base sociale. Le niveau d'activité des groupements et leurs performances techniques et économiques dépendent en grande partie de leur capacité à nouer des relations avec l'extérieur.

Parallèlement, les groupements sont des foyers de relations sociales car ce sont des microsociétés où règnent la solidarité, parfois la concurrence, le partage de valeurs et l'interdépendance des membres et où chacun a un rôle propre à jouer.

Grâce alors aux groupements, la capacité des agriculteurs à mener des actions dans le domaine économique et à faire entendre leur voix dans le débat sur les politiques agricoles connait une évolution.

CHAPITRE V : LES POTENTIALITES RIZICOLES DE LA COMMUNE

La CR Ankadinondry Sakay est réputée pour la richesse et la polyvalence de ses ressources naturelles. Elle offre plusieurs possibilités pour bien des variétés de cultures. Parallèlement, la nature n'est pas sa seule possession car en plus, la Commune dispose d'un ensemble de matériels agricoles satisfaisants.

Section 1 : Cadre naturel

I - Climat et pluviométrie

La localité est dotée d'un climat tropical d'altitude caractérisé par deux saisons distinctes : une saison sèche et fraîche entre Mai et Octobre ; et une saison chaude et humide qui s'étend de Novembre à Avril.

A 940m d'altitude, la pluviométrie est de l'ordre d'environ 1000m par an ; et la chaleur est favorable à toutes productions culturales à l'exception de l'arboriculture tempérée.

Ces conditions permettent deux sortes de riziculture : la riziculture irriguée en hiver et la riziculture pluviale en été ; et trois saisons de culture : la riziculture de première saison, la riziculture de saison intermédiaire et la riziculture de deuxième saison.

II – Relief et hydrographie

Sur le plan topographique, Ankadinondry Sakay est constituée d'une cuvette ouverte vers le Sud Ouest ; à l'Est et au Nord, elle est bordée par les massifs de Gôgôly et d'Ambohitsivalana ; au Sud prédominent des vastes surfaces planes aménagées en rizières.

Mais on rencontre partout des larges étendues de plateau, succédées par des vallons et des thalwegs bien hiérarchisés.

Elle est traversée par trois rivières principales : l'Ihazomay, la Lilly et la Sakay.

Cette situation originale lui offre une très bonne position lui assurant de meilleures productivités.

III – Sols et végétations

Du point de vue de la pédologie géologique, la Commune comme la région fait partie des Hautes Terres Centrales Malgaches.

Les sols de tanety en table sont reconnus pour leur bonne capacité d'échange et donnent en général de bons rendements aux cultures pluviales.

La terre est riche en sols hydromorphes minéraux convenables aux cultures irriguées. Ce sont des sols limono-argilo-sableux.

Les bas fonds sont caractérisés par la présence d' Hyparrhenia Rufa, d'Imperata Cylindrica et d'Heteropogon Contortus qui sont signes d'une bonne fertilité du sol.

Section 2 : Infrastructures rizicoles

Le district de Tsiroanomandidy recouvre 18 communes dont 17 sont rurales. Notre commune cible est cependant la plus riche de toutes en ayant à elle seule des matériels technologiques assez performants.

Il est très rare de rencontrer une société rurale à ce point évoluée. En effet, d'une part, la Commune d'Ankadinondry est un peu trop évoluée pour rester rurale ; mais d'autre part, elle ne l'est pourtant pas encore assez pour être admise dans les rangs des Communes Urbaines.

Sur ce, les moyens de production de riz présents dans la commune sont synthétisés dans le tableau suivant :

Tableau n°07 : Les infrastructures rizicoles de la Commune

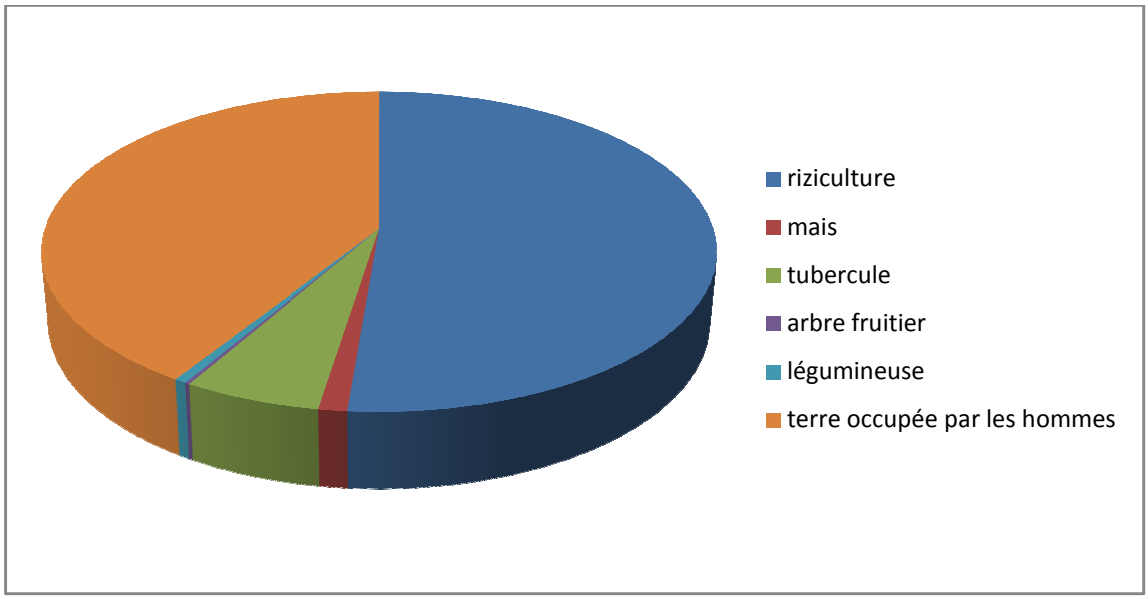
Matériels	Chiffres
Rizières	19280Ha
Herses	900
Charrues	1200
Motoculteurs	05
Tracteurs	10
Décortiqueuses	07
CMS	01

Source : PCD 2008 Ankadinondry Sakay

D'après ce tableau, la culture du riz tient une place prépondérante dans la Commune.

Si nous ne considérons la surface totale des rizières, elle représente 51,3% de la superficie de la Commune, soit plus de sa moitié comme le figure suivant l'indique :

Figure n° 03 : Part de surface occupée par chaque culture



Source : PCD 2008

La présence des petites usines de transformation indique également la présence de groupes électrogènes très puissants ; ce qui prouve aussi la puissance de la Commune.

Grâce à ces équipements, Ankadinondry présente une très grande potentialité dans la réussite d'un développement.

CHAPITRE VI : ETUDE PARTIELLE SUR L'APPROCHE KAIZEN

Section 1 : Conception

Le projet KAIZEN est une approche Japonaise à adapter au contexte Malgache. Son objectif général est de contribuer à l'amélioration des conditions de vies des paysans.

Sa mise en œuvre et la réalisation des activités qui en découlent devront entraîner des résultats tels que :

- La maitrise de l'approche par les paysans : ils seront solidaires, se respecteront et auront un bon esprit d'équipe où chacun partagera ses expériences.
- Le dynamisme de groupe sera important et une amélioration de leurs méthodes de travail entrainera une amélioration progressive de leur condition de vie.
- Des changements de comportement et de mentalité se feront sentir.

L'approche concerne les paysans et surtout leur groupement, les vulgarisateurs et les techniciens ; et les responsables régionaux et communaux.

Section 2 : Activités

Pour atteindre les objectifs définis, le projet aura pour activités principales la sensibilisation sur l'approche, le renforcement de capacité des paysans et le suivi et évaluation des activités.

I – Sensibilisation

Elle se fera dans le cadre d'un atelier organisé avec les divers acteurs. Les objectifs de cet atelier sont de présenter pour les uns ou de faire un rappel pour les autres sur cette approche et aussi de solliciter leur participation à sa vulgarisation.

II – Renforcement des capacités des paysans

Pour cette activité également, des ateliers seront programmés au niveau des fokontany suivant la disponibilité des structures d'accueil, par exemple les salles de

réunion. A part la formation en leadership, les autres thèmes de formation seront définis en fonction de leurs demandes.

Pour ce faire et aussi pour un ancrage réel, des visites d'échanges entre paysans et avec les vulgarisateurs seront des outils pour puiser des informations, des idées et des partages d'expérience.

III – Suivi et évaluation

Se fera mensuellement par les techniciens de la DRDR. Une table ronde sera en plus organisée à la fin du projet dans le but de la capitalisation et de l'extension du programme.

Section 3 : Etude sur un groupement pratiquant l'approche KAIZEN

SANTATRA est un groupement de femmes de tout âge et de toute activité, habitant dans le secteur de Mahatsinjo. Il a été formé en Mai 2009 et a déjà accompli plusieurs actions dans le cadre de l'approche KAIZEN.

Son but est le développement du fokontany en promouvant les AGR et en assistant ceux qui sont dans la difficulté.

Pour ce faire, les premiers responsables du groupement ont suivi des formations qu'ils vont à leur tour transmettre aux autres membres du groupement.

Ces formations sont en rapport avec une nouvelle technique de compost, le SRI, l'aviculture, le Yoko ou foyer amélioré, le charbon (briquette ardente et paille), la culture d'Ananambo.

Aussi, il a déjà assisté à des échanges inter groupements et avoue avoir obtenu des fruits des rencontres.

Ce groupement fonctionne par les cotisations des membres et cherche encore une sponsorisation pour des activités plus importantes.

CHAPITRE VII : ETUDE SUR LES RIZICULTEURS

La CR Ankadinondry Sakay a tout pour être développée : elle reçoit des aides de la JICA, elle possède un caractère naturel favorable à la riziculture, et elle dispose des technologies modernes comme moyens de productions. Cependant, le développement n'y est pas encore pérenne, il nous importe alors de faire une enquête au niveau de la population cible pour pouvoir déceler le problème.

Section 1 : Les conditions socioéconomiques des riziculteurs

Plusieurs paramètres sur la vie personnelle et sociale des riziculteurs peuvent influer tout le système entier de la riziculture.

I – Situation matrimoniale

Tableau n° 08 : Situation matrimoniale des riziculteurs

Situation	**Nombre**	**Pourcentage**
Célibataire	7	11,7%
En concubinage	23	38,3%
Marié	15	25%
Divorcé(e)	11	18,3%
Veuf (ve)	4	6,7%
Total	60	100%

Source : Enquête personnelle, 2010

La figure ci-dessus montre que plus de la moitié de la population est stable. En effet, ceux qui sont en concubinage forment le pourcentage le plus élevé suivi de ceux qui sont mariés. En milieu rural, ces deux situations reviennent au même car le fait d'être en concubinage signifie déjà être marié. La célébration de l'union par une fête familiale et grandiose en est la différence et le manque d'argent en est la cause.

De ce fait, les deux groupes sont similaires et ils prouvent la stabilité de la population.

La proportion des divorcés est aussi assez élevée mais ne destitue cependant pas les deux précédentes.

Ce phénomène de divorce est surtout dû à l'infidélité de part, et d'autre. Ce fait concerne les hommes aussi bien que les femmes et il est très répandu dans la région.

Quant aux célibataires, ce sont surtout les jeunes riziculteurs novices qui s'inscrivent dans ce rang ; tandis que les veufs représentent en général les doyens de ce domaine.

II – Charges familiales

Outre les besoins fondamentaux au quotidien de la famille, les Produits de Première Nécessité par exemple ; les riziculteurs ont le devoir de scolariser leurs enfants. Cette scolarisation constitue une charge en plus, malgré que pour certains, cela est à moindre coût.

Tableau n° 09 : Nombre d'enfants en charge des riziculteurs

Nombre d'enfants scolarisés	**Nombre**	**Pourcentage**
Néant	7	11,7%
1	6	10%
2 à 3	23	38,3%
4 à 5	19	31,7%
+ de 5	5	8,3%
Total	60	100%

Source : enquête personnelle, 2010

Cette enquête nous démontre pourquoi l'agriculture est destinée à la subsistance car elle nous révèle que la plupart des riziculteurs ont en charge 3 enfants en moyenne, alors que la production rurale malgache est encore faible.

Néanmoins, la population commence à limiter le nombre de leurs enfants : ceci marque déjà une évolution, un changement de mentalité. Car si avant, les fruits de leurs entrailles étaient pour les malgaches leurs plus précieux trésors et que donner naissance à 14 (chiffre du bonheur) enfants dont 7 (chiffre de la chance) filles et 7

garçons représentaient le souhait et la richesse ; à présent, la population commence à être plus réaliste en acceptant qu'il vaut mieux avoir peu d'enfants bien choyés que d'en avoir beaucoup et délaissés.

III – Distribution par sexe

Tableau n° 10 : Représentation par sexe des riziculteurs enquêtés

Sexe	**Nombre**	**Pourcentage**
Masculin	22	36,7%
Féminin	38	63,3%
Total	60	100%

Source : enquête personnelle, 2010

Selon ce tableau, les femmes sont beaucoup plus coopératives et plus enthousiasmées que les hommes. En effet, elles veulent absolument être des acteurs du développement d'une part, dans le but d'améliorer la situation locale ; et d'autre part, pour imposer leur place dans la société par le biais de l'égalité de sexe ; comme quoi « les femmes ne sont plus au fourneau, elles sont au boulot ».

En plus, les femmes sont plus impliquées dans le domaine de l'agriculture et le domaine de la nouveauté. Ce qui fait d'elles une partie prenante des systèmes modernes.

Dans le cas de prêt de crédit également, les IMF privilégient considérablement l'octroi de crédits aux femmes car leur taux de remboursement est plus élevé et on considère qu'elles sont plus fiables, plus disciplinées, et plus enclines à utiliser le revenu qu'elles contrôlent pour améliorer l'alimentation et l'éducation de leurs enfants, et que leur esprit d'entreprise est plus prometteur.

IV – Distribution par âge

Tableau n° 11 : Distribution par âge des riziculteurs enquêtés

Age	Nombre	Pourcentage
18 à 35ans	12	20%
35 à 55 ans	31	51,7%
+ de 55ans	17	28,3%
Total	60	100%

Source : enquête personnelle, 2010

Ce tableau dénote que les jeunes sont de plus en plus engagés dans la riziculture. Ce fait est dû à la responsabilité d'aider les parents dès que l'âge de la majorité est atteint.

L'âge modal des riziculteurs est de 35 à 55ans. Ce qui semble normal car c'est l'âge du travail. Avant 35ans, c'est la période des stages, des initiations et des essais tandis qu'à partir de 55ans, les gens prennent leur retraite.

Malgré cela, il y a encore la présence d'une proportion de 28,3% pour les riziculteurs de plus de 55ans car en milieu rural et surtout dans une profession libérale, aucune pension ne peut être obtenue. Il importe donc de se prendre en charge même en étant vieux.

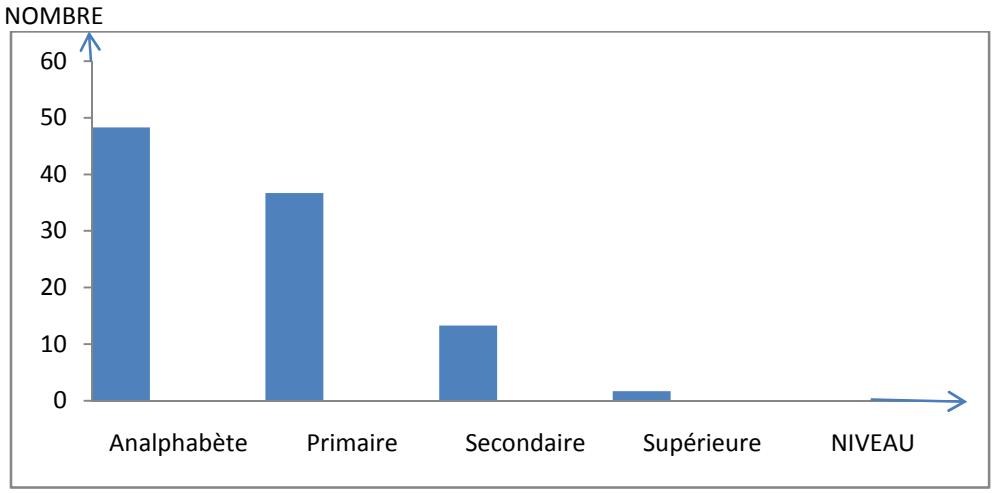
V – Niveau d'éducation

Tableau n° 12 : Représentation du niveau d'éducation des enquêtés

Niveau	Nombre	Pourcentage
Analphabète	29	48,3%
Primaire	22	36,7%
Secondaire	8	13,3%
Supérieure	1	1,7%
Total	60	100%

Source : enquête personnelle, 2010

Figure n°04 : Représentation du niveau d'éducation des enquêtés



Source : enquête personnelle, 2010

D'après ces deux représentations, la réalité en milieu rural n'a pas connu d'évolution. En effet depuis longtemps, les campagnes malgaches sont réputées pour les abandons scolaires, et ce jusqu'au jour où le projet « Education pour tous » a été créé.

Mais ce projet n'a vu le jour que récemment ; notre population enquêtée n'a donc pas bénéficié de cet avantage car elle appartient à des générations plus âgées. Ce qui explique le faible niveau de scolarité des riziculteurs dont 48,3% n'ont pas vu l'école et 36,7% ont à peine frôlé la classe primaire.

Ceux qui sont arrivés en secondaire n'y sont restés que quelques mois, cette classe est surtout composée de femmes qui ont abandonnées leurs études pour se marier.

Il n'empêche qu'un des riziculteurs a pu grimper jusqu'à l'étude supérieure : c'est un des plus importants propriétaires et héritier de vastes rizières de la Commune. Il a arrêté ses études 2ans après son baccalauréat pour succéder à son père.

Une grande partie des riziculteurs pratiquent la riziculture par dépit car leur niveau d'instruction ne leur permet pas d'obtenir un métier décent qui pourrait subvenir à son quotidien et à celui de sa famille.

VI – Charge financière des riziculteurs liée à la main d'œuvre

Tableau n° 13 : Tableau représentant les charges financières des riziculteurs liés à la main d'œuvre

Activités	**Coût unitaire en Ar (main d'œuvre)**
Répartir la semence	2000
Labourer	2500
Piétiner	1500
Arracher le semis	1800
Porter le semis	2200
Transplanter	1400
Niveler	1700
Repiquer	1800
Sarcler	1800
Moissonner	2200
Transporter en barque	3000
Charrier	1200
Battre	2000
Sécher	1000

Source : enquête personnelle, 2010

Ce tableau indique que les dépenses des riziculteurs pendant la production sont énormes alors qu'ils se plaignent de n'avoir ni bénéfice ni capital car aucune épargne n'est possible avec de telles charges.

Ce rapport de dépenses permet aussi de comprendre que la pratique de la riziculture est en même temps difficile et coûteuse. Pourtant, elle a le pouvoir de générer de bons rendements si un objectif a été posé et si la technique de production est bien maîtrisée.

Il nous importe aussi de préciser que chaque activité est un travail de dur labeur alors que leur coût est quand même insignifiant pour une journée de travail ; même les mains d'œuvre sont donc en perte.

Image n° 03 : Activité de riziculture

Source : Auteur, 2010

VII – Calendrier rizicole

Tableau n° 14 : Calendrier rizicole

	Semis pépinière	**Repiquage**	**Récolte**
1ère Saison	Avril à juin	Août à septembre	Janvier-février
Saison intermédiaire	Mai	Octobre	Février-mars
2ème Saison	Septembre-octobre	Novembre-décembre	Avril-Mai

Source : enquête personnelle, 2010

Le tableau ci-dessus souligne pourquoi les revenus des riziculteurs sont instables : il n'y a de récoltes qu'entre Janvier et Mai ; et si la commercialisation est, elle ne dure pas longtemps et le gain n'arrive même pas à tenir les mois restants.

Durant les 7 autres mois, ces producteurs œuvrent dans le traitement de la rizière et des pépinières. Cela requiert beaucoup de dépenses que ce soit en force, en temps ou en argent, tel qu'illustre le tableau précédent.

VIII – But de la riziculture

Tableau n° 15 : Tableau représentant les raisons de la pratique de la riziculture

But	Nombre	Pourcentage
Autoconsommation	44	73,3%
Autoconsommation+vente	12	20%
Vente	4	6,7%
Total	60	100%

Source : enquête personnelle, 2010

La riziculture est, pour la plupart des pratiquants, réservée à la subsistance et leur production est destinée à l'autoconsommation car le rendement est très faible et parfois même leur production n'arrive pas à satisfaire la famille.

La classe de ceux qui vendent et qui consomment en même temps leurs produits est surtout constituée par des producteurs qui ont une activité secondaire.

Quoiqu'une partie, aussi infime soit-elle, se consacre à la riziculture dans le seul objectif de vendre leurs produits ; ceux-là sont ceux qui pratiquent le SRI.

Section 2 : Les problèmes et contraintes

Depuis le début de notre étude, nous avons considéré 4 principaux paramètres que nous estimons comme étant les solutions-clés aux problèmes des riziculteurs. Ces paramètres ont donc été, sont et seront l'objet de notre étude.

I – Vue sur la situation

A] Adhésion au groupement

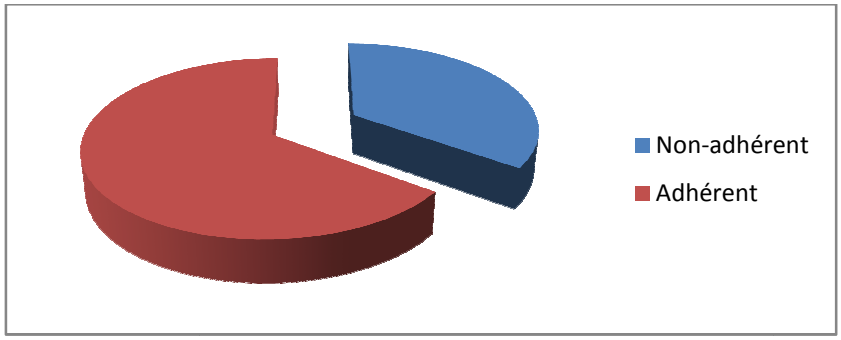
Nous avons déjà précisé les divers avantages liés à l'adhésion au groupement. Cette fois, nous étudierons la position des riziculteurs de la CR Ankadinondry Sakay par rapport au phénomène de groupement. Pour ce faire, nous avons dénombré les personnes étant membres et ceux qui ne le sont pas afin de savoir pourquoi les groupements ne les intéressent pas.

Tableau n° 16 : Tableau montrant l'adhésion au groupement

	Nombre	Pourcentage
OUI	39	65%
NON	21	35%
Total	60	100%

Source : enquête personnelle, 2010

Figure n° 05 : Proportion des adhérents



Source : enquête personnelle, 2010

La population d'Ankadinondry Sakay semble être captivée par l'apparition du groupement des paysans. Leur participation n'est sans doute pas effective, mais la Commune est très active. Selon notre enquête, la population est très confiante quant aux avantages (conseil, motivation…) obtenus au sein d'un groupement.

Néanmoins, les 35% restes de la population enquêtée semblent avoir des objections en ce qui concerne l'alliance avec d'autres producteurs : soit de leur propre gré, soit par contrainte.

B] Présence pendant les formations

Tableau n° 17 : Tableau montrant la participation aux formations

	Nombre	Pourcentage
OUI	45	75%
NON	15	25%
Total	60	100%

Source : enquête personnelle, 2010

En comparant le tableau ci-dessus et le précédent, les riziculteurs, ayant poursuivi des formations, sont plus nombreux que ceux qui s'inscrivent au groupement. En effet, tous les producteurs, qu'ils soient membre d'un groupement ou non, sont invités à suivre ces formations.

D'après nos enquêtes, tous les riziculteurs membres de groupements interviewés ont été présents à ces formations. Le nombre des riziculteurs particuliers lors des formations est donc de l'ordre de 6 individus.

Mais ils témoignent tous que les informations sont très faciles à comprendre, très efficaces et surtout très faciles à appliquer.

C] Adoption de techniques modernes et mécanisation rizicole

Tableau n° 18 : Tableau montrant le taux d'adoption des techniques modernes

	Nombre	Pourcentage
OUI	42	70%
NON	18	30%
Total	60	100%

Source : enquête personnelle, 2010

Après avoir analysé les deux tableaux précédents et après les avoir confronté avec celui-ci-dessus, nos remarques se dirigent vers les pourcentages : ceux de l'adoption des techniques modernes tombent au juste milieu des deux autres et tous deux se décalent de 5% d'eux.

Cela peut signifier que la majeure partie de ceux qui ont été formés ont appliqué leurs acquis.

D] Octroi de crédit

Tableau n° 19 : Tableau représentant le taux des demandes de crédits

	Nombre	Pourcentage
OUI	51	85%
NON	9	15%
Total	60	100%

Source : enquête personnelle, 2010

Depuis l'expansion de la micro finance dans le monde rural, les paysans ont souvent eu recours à l'emprunt de crédit afin de financer et de mettre en œuvre leurs activités.

Ce prestige des agences de microcrédits ne cesse de s'élever surtout qu'en milieu rural, l'acquisition du capital est en même temps primordiale et difficile et ces institutions représentent les seules possibilités d'en obtenir.

II – Les facteurs de blocage

Les 4 principes : groupement, formation, techniques modernes et crédit sont donc, selon notre étude, les clés sources du développement rizicole.

Cependant, la participation de la population quant aux quatre n'est point effective. D'après nos enquêtes et recherches, les raisons sont :

A] Au niveau de l'inscription au groupement

D'après nos enquêtes, le blocage à ce niveau est dû : d'abord, à la peur de perdre l'autonomie. En effet, la plupart des riziculteurs ont été habitués à travailler seuls et à être le seul à décider de quoi faire, quand et comment le faire ; en étant membre d'un groupement, il peut avoir la sensation de ne plus être maître de lui-même car son temps est parfois limité, ses décisions réfutées et ses manières sont critiquées.

Ensuite, la réserve à l'égard de la discipline peut également empêcher un riziculteur de s'inscrire à un groupement car, évidemment, toute société est régie par un règlement qui contrôle la vie sociale. Et ces règles ne conviennent pas à tout le monde.

Les contraintes temps s'avèrent également sources de ce blocage. Effectivement, les groupements se réunissent très souvent et régulièrement, pourtant certaines personnes ont des devoirs et des obligations qu'ils ne peuvent abandonner (prise en charge d'un parent malade, fonction à responsabilité…).

Certaines raisons personnelles ont également été citées comme argument de la réticence vis-à-vis des groupements ; par exemple, l'existence d'un différend avec l'un des adhérents.

B] Au niveau de la participation aux formations

Les formations sont ouvertes à tous, aux riziculteurs membres d'un groupement tout autant qu'aux riziculteurs particuliers. Toutefois, l'assistance à ces formations n'est pas totale. Après une série de questions et d'approfondissements, les raisons en sont : premièrement, l'absence d'animation c'est-à-dire que les animateurs communaux ne motivent pas assez la population à suivre ces programmes et parfois même, ne mettent pas les paysans au courant des nouvelles.

Deuxièmement, le manque de temps libre fait obstacle quant à la participation de certains puisqu'en général, les formations durent plus de trois jours alors que leur occupation ne leur permet guère autant de disponibilité.

Aussi, le niveau cognitif des riziculteurs limite parfois leur compréhension et les décourage à ne plus suivre les formations.

C] Au niveau de l'adoption des techniques modernes et de la mécanisation agricole

Les techniques modernes sont liées à des théories toutes faites les repoussant.

Mais à part cela, les riziculteurs refusent d'utiliser les nouvelles techniques de production pour des raisons de valeurs : par respect de la tradition, ils préfèrent l'exploitation à l'ancienne car celle-ci renferment pour eux une valeur ancestrale qu'ils ne veulent, en aucun cas, perdre. À cause des us et coutumes aussi : les malgaches, surtout les ruraux sont très superstitieux et quand ils cultivent le riz, ils suivent des règles, non pas techniques mais

plutôt des croyances, parfois insensées qu'ils présument influer sur leur production, comme manger des oignons avant la saison de la récolte.

Le problème de confiance est également une cause de ce non adoption des techniques modernes : malgré l'assurance des vulgarisateurs, quelques riziculteurs se méfient car la nouveauté est étrangère chez eux, et psychologiquement, cela suscite une suspicion. Comme quoi, leur manière de produire leur suffit car elle a déjà porté ses fruits, alors pourquoi changer ? En fait, les paysans ont surtout peur de ne pas réussir. Ils n'ont donc pas confiance ni aux techniciens, ni en eux-mêmes.

Le coût assez élevé des outils et des méthodes modernes laisse les riziculteurs perplexes par rapport à leur utilisation et entraîne donc l'échec de la vulgarisation rizicole.

D] Au niveau de l'octroi de crédits

Pour commencer une activité, un capital est primordial et c'est là qu'interviennent les institutions financières. D'ailleurs, 85% des riziculteurs enquêtés ont eu recours au crédit pour financer leurs labeurs. Les 15%, par contre n'en ont pas utilisé pour diverses raisons.

Les premières étant le malaise par rapport à la bureaucratie : les agriculteurs sont intimidés par tout ce qui est administration : que ce soit le personnel ou les procédures.

La difficulté d'assembler les dossiers et documents à fournir aux agences pose également un problème.

Faute de sécurisation foncière, l'absence ou le défaut de garanties en guise en cas d'insolvabilité nuit également aux emprunteurs.

Enfin, le principal motif des riziculteurs qui n'ont pas sollicité de crédit est la peine à remplir les conditions de prêts telles que le mode de remboursement.

III – Impacts

A la fois positifs et négatifs, les retombés de cet état de choses sont directement liés à la vie quotidienne de chaque riziculteur et aussi au développement communal et durable.

Sur le plan social et socio-économique, l'adhésion des riziculteurs aux différents groupements des paysans entraîne : d'abord, le renforcement de la solidarité et de la cohésion. En effet, au sein du groupement, l'entraide et le partage se font automatiquement grâce au sentiment d'appartenance.

Les leaders des groupements préconisent la mise en place d'actions génératrices de revenus, pour les membres mais aussi et surtout pour le groupement lui-même.

Les relations sociales se multiplient également tant au sein du groupement d'appartenance que pendant les échanges inter-groupements.

Ainsi, la multiplication des échanges entre groupements paysans au sein de la commune mais aussi avec des responsables agricoles a favorisé un élargissement de la réflexion de certains des riziculteurs, surtout par rapport aux nouveaux systèmes de rizicultures et l'identification plus précise des enjeux autour desquels se structure le débat rizicole entrainant une expansion de l'adoption des nouveaux systèmes de culture et des matériels mécaniques qui influent directement et positivement sur la vie des ruraux.

Par ailleurs, les groupements d'agriculteurs se représentent comme de nouveaux lieux tenant un discours et des pratiques autour du thème Développement. Elles sont désormais le lieu et le moyen de la diffusion d'une masse de connaissances et de savoir-faire via les formations et les confrontations où techniques de la comptabilité, de la gestion associative, de la conduite des réunions ont souvent joué un rôle positif dans la capacité d'organisation des paysans à l'échelle multi villageoise.

Aussi, des règles de fonctionnement qui font de l'égalité une référence suprême, de la souveraineté des membres un principe de base, constituent des jalons importants dans le processus de prise de parole des catégories sociales marginalisées, de la quête de démocratie.

L'obtention de crédit a été tellement fructueuse qu'elle a conduit de nombreux groupements paysans à faire de la recherche de fonds pour la réalisation de microprojets de développement, leur objet principal.

Sur le plan environnemental, non seulement, les systèmes de culture modernes multiplient le rendement, mais leur pratique respecte aussi les normes en rapport avec l'écologie grâce à la pratique des engrais biologiques et au mode de préparation du sol à cultiver. Il réduit, par conséquent la pratique de la culture sur brûlis, et donc le risque de destruction de l'environnement et de dégradation du sol.

Image n° 04 : Culture sur brûlis

Source : Internet

Cependant, l'organisation des producteurs rizicoles en groupement met en accent un paradoxe sur la concurrence entre membres. En effet, au niveau des groupements se tient un pari sur le meilleur producteur, suscitant ainsi une très importante rivalité entre eux malgré leur solidarité. Ce cas provoque souvent l'éclatement du groupement et de graves conflits entre riziculteurs.

Un problème se pose également dans la compréhension de certains points : pour la majorité des membres, la connaissance des règlements et de leur signification est généralement hors de portée, ce qui les pousse à faire comme bon leur semble et déclenche ainsi une impression d'injustice chez ceux qui respectent la discipline.

Une dissension oppose également les membres d'un groupement et ceux qui ne le sont pas, les bénéficiaires de formations et ceux qui n'en ont pas eu, ceux qui pratiquent le système moderne et ceux qui ne le font pas, et ceux qui n'ont pas obtenu

un crédit se disputent aussi avec ceux qui ont eu de la chance d'en disposer, et cela, au risque d'engendrer un sérieux désaccord entre les habitants de la Commune.

Les groupements sont aussi confrontés au défi de la représentation et de la défense des intérêts de leurs adhérents vis-à-vis des autres acteurs économiques, institutionnels et politiques. De ce fait, ils se doivent d'assumer 3 rôles :

- tout d'abord, répondre dans le court terme aux demandes diverses et urgentes de leurs membres ;
- ensuite, être reconnues par les autres acteurs comme des acteurs à part entière et donc accepter les règles du jeu qu'ils instaurent tout en œuvrant à leur aménagement ;
- enfin, penser et préparer l'avenir des rizicultures en formulant des propositions de moyen et long terme et en créant des conditions favorables pour leur négociation.

Et pourtant, les leaders des groupements sont encore loin de parvenir à remplir cette fonction. Certains résultats des actions entreprises par les groupements ne sont donc appréciables qu'à long terme.

Parmi ceux qui ont suivi la formation, quelques uns ont du mal à pratiquer leurs acquis même avec l'aide des vulgarisateurs.

Les nouveaux systèmes de riziculture peuvent également être source de problème car leur pratique nécessite une bonne maitrise des techniques de production, et sans cela, il est possible d'être perdant dans tous les domaines.

Enfin, dans le cas du microcrédit, l'ennui le plus frustrant est le fait de ne pas pouvoir rendre la somme empruntée et d'encourir une hypothèque ou un nantissement sur les biens personnels ou familiaux. Mais aussi, l'insécurité foncière ne permet pas la promesse d'une garantie.

CHAPITRE VIII : SYNTHESE

Pour synthétiser la présente étude, il nous est indispensable de résumer nos résultats dans un tableau :

Tableau n° 20 : Synthèse des impacts

Activités	Impacts positifs	Impacts négatifs
Adhésion au groupement	• cohésion • multiplication des relations	• concurrence conflictuelle • inégalité des membres par rapport au respect des règlements
Participation aux formations	• Promotion des savoir-faire des riziculteurs • Acquisition de nouvelles techniques	• Théorie > pratique • Dépendance des riziculteurs par rapport aux formateurs
Adoption des techniques modernes	• Rendement élevé • Respect de l'environnement	• Sans maitrise, probabilité d'échec élevée
Micro crédits	• Capacité d'atteindre des buts • Elaboration des projets de développement communs	• Risque d'hypothèque

Source : Enquête personnelle, 2010

Notre étude débouche sur 4 principaux éléments à prendre en compte pour évaluer la situation de la riziculture par rapport au développement rural malgache.

Notre recherche s'est déroulée à Ankadinondry Sakay, une CR qui ne manque pas de potentialités rizicoles et dont la population est assoiffée de nouveauté et d'évolution mais qui n'est pas aussi développée pour autant, malgré qu'elle bénéficie du projet KAIZEN.

En effet, d'après nos sondages, plus de la moitié des enquêtés sont membres d'un groupement, ont été formés, ont déjà essayé les nouveaux systèmes de riziculture et ont reçu un prêt d'argent.

En dépit de cette lenteur du développement, les conditions de vie des riziculteurs sont en cours de s'améliorer et néanmoins, ils ne se découragent pas même en étant confrontés à certaines répercussions fâcheuses.

Afin de comprendre cette contradiction, il importe de vérifier les hypothèses de départ.

Section 1 : Etape d'opérationnalisation des hypothèses

Par rapport aux hypothèses de départ selon lesquelles :

- La prise en compte et étude des paramètres locaux durant la planification des projets ; et le renforcement des suivis et évaluation après leur réalisation,
- L'adhésion au groupement,
- L'adaptation des formations et informations à transmettre au niveau cognitif des cibles,
- La recherche et acquisition de capital pour les nouvelles techniques de culture,
- L'étude d'un marketing pour une réussite de commercialisation

peuvent contribuer à la pérennisation rizicole et à la sécurisation de commercialisation du riz.

Après l'acquisition des données et la confrontation avec la réalité, l'analyse a montré que d'abord les paramètres locaux ont bien été pris en compte pendant l'élaboration des projets comme lors de celle du KAIZEN. En effet, antérieurement, nous avons précisé que

l'approche japonaise a été adaptée au contexte malgache ; et cette action d'adaptation signifie que le projet a été ajusté pour qu'il soit conforme à la situation et à la réalité malgache.

Ce fait a été très favorable à la bonne marche du projet car il correspondait exactement à l'attente de la population ; cependant l'insuffisance de suivi a conduit à la ruine de cet effort. Faute de personnel, le suivi et évaluation a donc été confié à l'animateur communal qui est en même temps un agent du DRDR ; celui-ci à cause de ses innombrables responsabilités n'a pas pu exécuter toutes les fonctions qu'on lui avait soumises.

Nos résultats ont également dévoilé l'utilité évidente pour un riziculteur de figurer tel un membre d'un groupement. Que ce soit pour la participation aux formations, pour la pratique du SRI/SRA ou pour le prêt de crédit, l'adhésion au groupement des paysans est la première et la meilleure démarche à faire.

Ainsi, les riziculteurs seront mieux pris en charge et plus faciles à guider car entre membres, ils peuvent s'aider mutuellement en cas de difficulté.

Malgré la concurrence entre les membres, leur interdépendance est évidente car chacun excelle dans un domaine particulier de la riziculture, ce qui accentue leur solidarité.

L'incompréhension lors des formations et de la transmission d'informations constitue un blocage qui pousse les riziculteurs à abandonner les formations, voire même à ne pas s'y inscrire. Mais cela n'empêche pas réellement le développement rizicole. En effet, avec de la pratique et par habitude, les riziculteurs arrivent à apprendre les nouvelles techniques ; il suffit donc de leur montrer concrètement comment faire.

L'adaptation des formations et informations au niveau cognitif des cibles n'est donc pas primordiale dans un projet d'amélioration de la production rizicole car :

« *Savoir cultiver du riz nécessite au préalable une connaissance de base laquelle peut être acquise par la tradition, l'entrainement dès l'enfance, l'expérience. Mais cette connaissance est statique : savoir qu'il existe une autre méthode plus rationnelle pour cultiver le riz nécessite une mise au courant ; celle-ci peut être faite de recyclage, de démonstration, de vulgarisation ou d'approche. Pour passer de la mise au courant à*

l'application, il faut apprendre un savoir faire grâce aux expériences antérieures et aux démonstrations des techniques pour les paysans. »[23]

Par ailleurs, c'est par l'augmentation de la production que l'on peut reconnaitre la réussite d'un projet rizicole, et c'est par la maitrise des bonnes techniques de cultures qu'elle peut-être obtenue. L'adoption des techniques modernes est une voie permettant de produire plus et mieux mais elle est impossible sans ressources financières car les matériaux et méthodes modernes sont un peu plus coûteux par rapport aux traditionnels. A défaut d'épargne ou d'économie personnelle, il est nécessaire de faire un prêt.

Un moyen d'acquérir un fond est le microcrédit dont l'objectif est de soutenir les paysans dans la préparation de leur campagne rizicole afin qu'ils puissent accroître leur production.

La possession d'un capital est donc incontournable dans la mise en œuvre d'une activité aussi considérable que la riziculture.

Mais le seul souci est que les emprunteurs s'exposent à un double risque lorsqu'ils plongent dans le monde du microcrédit c'est-à-dire que le risque d'échouer dans leur entreprise les conduit directement au risque de perdre les biens qu'ils ont présenté comme garanties.

Cependant, même avec un succès au niveau de la productivité, en milieu rural se dresse un problème de mise sur le marché de la production. Pour parvenir à maîtriser la commercialisation du riz, quelques études de marché sont à prévoir, et le marketing joue un très grand rôle dans cette estimation car il faut savoir que chaque consommateur possède des besoins propres. Ainsi, les stratégies à entreprendre dépend de la cible. Par exemple, au début, la commercialisation résidera au niveau local : il faut donc élaborer une tactique commerciale en accord avec les attentes et les intentions des ruraux, et pour que le prix et le produit soient plus juste tant pour le riziculteur que pour ses clients.

En somme, nos hypothèses de départ sont pour la plupart validées puisqu'après cette étude, nous nous sommes rendue compte de l'importance des rôles de chaque entité et nous pouvons ainsi en tirer les explications de la problématique.

[23] LAHETJUZAN (P), « La formation : élément essentiel des actions de vulgarisation, l'exemple de l'opération de la productivité rizicole à Madagascar », MinAgri 1970, P.1

Section 2 : Réponse à la problématique

Le but de cette étude est de déceler les points confus qui empêchent le développement de la riziculture et de sa commercialisation car comme nous l'avons déjà dit en commençant : malgré beaucoup d'effort déjà, les intrants et matériels agricoles restent inaccessibles pour les paysans et les prix des produits locaux sont jugés très bas.

Après une étude approfondie et une vérification des hypothèses, nous pouvons dire que :

Une vulgarisation rizicole n'est pas rentable si aucun suivi ni évaluation n'est opéré pendant et après sa réalisation. Les initiateurs ont beau traité les existants de la Commune avant d'y introduire un projet, mais sans une sorte d'expertise, aucune action ne durera plus du délai du projet.

L'adhésion au groupement facilite toutes les tâches qu'un riziculteur doit remplir car le travail se divise alors que la production se multiplie.

C'est aussi au niveau du groupement que la politique de commercialisation devrait être étudiée et réalisée car il a beaucoup plus de poids qu'un riziculteur particulier, et beaucoup plus de considération aux yeux des autres acteurs économiques. Grâce à leur cohésion, les riziculteurs en groupe disposent d'un véritable pouvoir sur le marché, sur leur produit et dans leur rapport avec leurs acheteurs.

Il est également plus facile d'obtenir un prêt d'argent en adhérant dans un groupement.

En outre, le capital est un facteur décisif dans la réussite rizicole car il est l'essence de toute activité. C'est à cause de son absence qu'aucun projet n'est pérenne car il ne peut y avoir de continuité sans moyen.

Le capital est aussi crucial dans la pérennisation rizicole car il permet d'acquérir les moyens nécessaires pour l'application du SRI/SRA, qui sont des démarches jusqu'ici très satisfaisantes.

Par conséquent, après ces observations et analyses, nous sommes en mesure d'élaborer des solutions afin de résoudre ce problème.

Bref, le développement rural dépend de la contribution de tous les acteurs : il exige d'abord, la participation paysanne et citoyenne, inclusivement des femmes, qui est plus fructueuse par le biais du groupement ; ensuite celle des vulgarisateurs et initiateurs de projets qui donnent à la localité la possibilité d'atteindre l'objectif de sa population ; et enfin, le développement rural exige également la coopération de l'Etat quant à l'appui et le suivi et évaluation des actions entreprises.

PARTIE III : PERSPECTIVES D'AVENIR ET RECOMMANDATIONS

« *Le développement rural est un processus dynamique dans lequel les acteurs organisés et mobilisés initient et mettent en œuvre des actions dans une commune rurale donnée en vue de l'amélioration des conditions de vie de la population.* »[24]

En ces termes, la nécessité d'une mise en place de politiques et de stratégies de développement est une étape incontournable en vue d'un changement positif et progressif de la situation en milieu rural.

Dans le cas présent, l'essor de la riziculture constitue le moyen pour notre Commune cible de parvenir à ce changement. Ainsi, après une discussion sur les alternatives, il nous importe d'amener ici les diverses solutions et les recommandations pour que la riziculture prenne son envol et pour qu'elle puisse contribuer favorablement au le développement rural.

Chapitre IX : Discussions

Dans la partie précédente, nous avons remarqué que la CR Ankadinondry Sakay possède un très grand potentiel en ce qui concerne la riziculture. Les perspectives commencent par la politique de la révolution verte :

« *Accroissement de la production pour assurer les besoins alimentaires, dégager un revenu supplémentaire à partir des excédents de productions et les commercialiser sur les marchés* »[25]

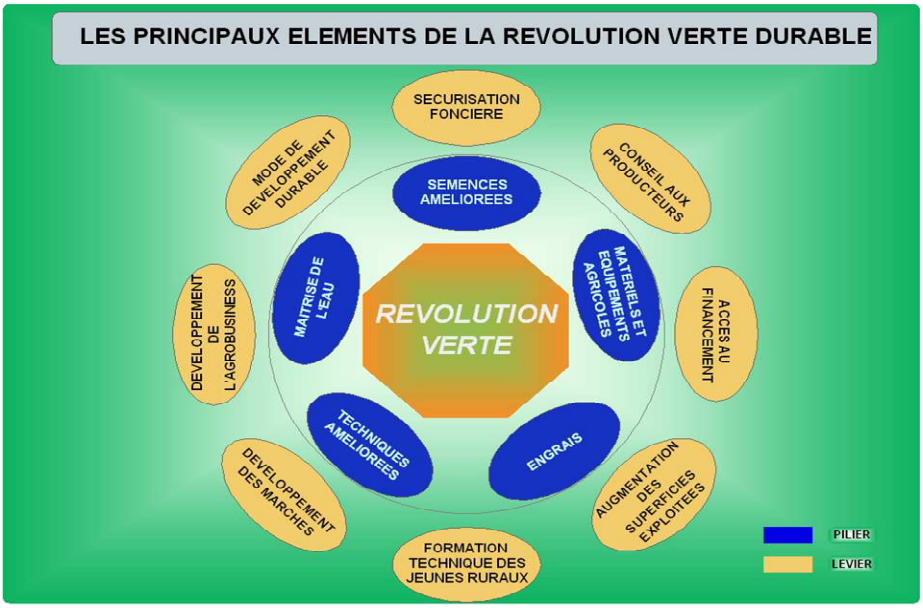
Vision du monde rural malgache en 2020 :

- Image du pays à vocation agricole, donc rizicole doté d'une agriculture (riziculture) de marché avec une agriculture industrielle diversifiée
- Le pays reconnu dans le monde par ses produits naturels et sa biodiversité
- L'homme au centre de toutes les délibérations
- La diminution du clivage villes / monde rural sera une réalité.

[24] RANAIVONIRIANA (M), « Organisations paysannes et développement à Madagascar » 2010, P.73

[25] La révolution verte durable, cours d'Economie Rurale 3ème Année par Mr RAKOTOARIVELO

Figure n° 06 : Les principaux éléments de la révolution verte durable



Source : La révolution verte durable, cours d'Economie Rurale 3ème Année

En 2010, le monde rural de la Région Bongolava vit en harmonie avec son cadre naturel, ses acteurs contribuent pleinement à l'essor d'une économie de marché de la Région et celle du pays tout en évoquant ses spécificités et tout en disposant les moyens nécessaires et cohérents sans compromettre l'avenir.

Telle est la vision du développement rural de la Région Bongolava.

Section 1 : L'importance de la riziculture

En référence avec le paragraphe « Fonctions socio-économiques du riz à Madagascar », il est clair que le riz tient une place prépondérante dans la vie des malgaches. Sa culture est indispensable pour nourrir toute la population et il est primordial que sa production soit très satisfaisante pour assurer l'autosuffisance de Madagascar et l'essor de son économie par exportation.

La riziculture représente aussi les sources d'activités et de revenus de la majorité des ruraux malgaches.

Le riz est un des piliers de l'agriculture malgache**,** il couvre 1,4 millions d'hectares sur la grande île, représente 12% du PIB de Madagascar et 43% du PIB agricole du pays. La valeur ajoutée constituée totalise plus de 500 milliards d'Ariary (290 millions USD), le secteur emploi directement 970 000 personnes et indirectement, dans les filières en aval, 70 000 malgaches.[26]

La riziculture s'avère alors capitale pour le pays car la réduction de la pauvreté rurale et la sécurité alimentaire de Madagascar restent indissociablement liées à l'amélioration de la productivité du secteur rizicole.

En outre, la croissance de la production rizicole pourrait réduire le phénomène d'exode rural massif des jeunes ruraux, dans le sens que l'amélioration de la qualité de vie des paysans-riziculteurs pourra motiver ces jeunes en quête d'un bon avenir à rester dans le monde rural.

Par contre, l'exploitation intensive de la riziculture peut amener à la pratique de la monoculture alors que cette dernière entraîne la diminution de la fertilité du sol.

Le développement de la riziculture risque également de nuire aux autres cultures qui sont délaissées car même si elles sont moins importantes que la riziculture, les autres cultures maraichères et vivrières demeurent utiles.

Section 2 : Apport du Centre de Service Agricole ou CSA à la riziculture

Le CSA se définit comme étant un levier et un outil technique privilégié pour le développement des services aux agriculteurs par le biais d'une structure décentralisée. De fait, ses objectifs sont donc de répondre aux besoins en services agricoles, et de contribuer au développement de la production et de la productivité agricoles. Son approche se fait par la demande certes, mais les services ne sont pas pour autant gratuits.

Le dispositif CSA n'est pas un projet, limité dans le temps ou l'espace, mais un programme national du MAEP qui couvre Madagascar. Il a été mis en place pour pallier au

[26] Programme de Promotion des Revenus Ruraux

déficit de services aux agriculteurs, et pour harmoniser les interventions dans le monde rural dans le contexte du désengagement de l'Etat, de la décentralisation et de la faiblesse actuelle de l'offre privé.

Le projet de mise en place des CSA vise à améliorer l'accès des agriculteurs aux services dont ils ont besoin en favorisant la coordination entre les institutions. Il s'agirait sur la base d'une concertation d'élaborer un programme de développement agricole au niveau district, et de définir les moyens pour le mettre en œuvre.

Son apport se rattache aux domaines suivants : les intrants et l'équipement matériel ; l'appui-conseil incluant la formation ; l'information et la diffusion des nouvelles techniques.

Le CSA a pour vocation d'améliorer les services aux agriculteurs entre autres les riziculteurs certes, mais un problème surgit au niveau de l'accessibilité : ses bénéficiaires restent restreints car les cibles de ce dispositif se limitent aux grands producteurs et aux associations paysannes et groupements de paysans.

Les petits riziculteurs ne peuvent effectivement pas se permettre de faire appel aux services du CSA à cause de la non-gratuité des services.

Section 3 : Concours du meilleur producteur

Tous les ans, l'Etat malgache organise un concours national du meilleur producteur rizicole. Cela dans le but de motiver les riziculteurs à perfectionner leur technique de culture et à optimiser leur production. Tous les riziculteurs malgaches sont invités à participer que ce soient les simples riziculteurs ou les grandes firmes productrices. Le concours se déroule en période d'été. Les produits sont jugés an qualité et en quantité. La récompense du gagnant est une somme d'argent.

Cette compétition a toujours été favorable pour la filière. D'ailleurs, le nombre de participants est encourageant et augmente chaque année.

Cependant, comme chacun utilise ses propres moyens, les chances sont inégales. Certains n'utilisent qu'une petite partielle de surface cultivable et assurent une production optimale alors que d'autres doivent cultiver tout leur terrain par contraintes ; les uns utilisent

également des équipements modernes tandis que les autres se résignent à employer les matériaux traditionnels.

Chapitre XI : Suggestions et recommandations

Section 1 : Au niveau des groupements de paysans

Le phénomène d'association paysanne ou de groupement de paysans constitue un sujet d'actualité à Madagascar. En effet, il entre dans sa phase d'expansion mais beaucoup de gens n'en sont pas encore intéressés. Ainsi pour les convaincre des intérêts qu'ils peuvent en tirer et pour arriver à une adhésion effective, il faudrait multiplier er renforcer les sensibilisations par des publicités plus pertinentes et par des arguments plus persuasifs.

Il faudrait également établir un certain degré de communication c'est-à-dire que les responsables des groupements devraient être plus ouverts pour répondre aux questions et à la curiosité des paysans.

Il nécessiterait également la contribution des producteurs qui sont déjà membres pour répandre les informations car les ruraux, surtout prennent plus au sérieux les nouvelles de bouche à oreille.

Tout au long de cette étude, nous avons démontré à quel point être membre d'un groupement peut influer positivement sur toutes les activités d'un riziculteur. Cependant, cette forme de société connait aussi quelques défaillances, surtout en milieu rural. Afin de remédier à ces désavantages, il serait intéressant :

D'abord, de bien imposer le règlement intérieur du groupement ; autrement dit, il faudrait obliger tous les membres, sans exception à suivre à la lettre les disciplines, leur expliquer que personne n'est au dessus de la loi. Ceci afin d'empêcher toute forme d'injustice et d'inégalité.

Pour ne pas risquer de pousser les paysans à se retirer du groupement, il faudrait leur expliquer que pour gagner un maximum de profits, il faut savoir faire quelques petites concessions car qui dit intérêt, dit contre partie mais qu'ici, il ne s'agit pas d'une dépense financière mais plutôt d'accepter le règlement, le travail en équipe et de consacrer un petit peu de leur temps pour le bon fonctionnement du groupement.

Ensuite, de bien déterminer les fonctions et les statuts de tout un chacun pour que les rôles et les responsabilités ne s'empiètent pas dans le but du bon déroulement des activités et d'établir un climat de confiance et de respect mutuel.

D’un côté, de continuer le défi sur le meilleur producteur au sein du groupement afin d’inciter les riziculteurs à faire des efforts. Mais d’un autre côté, il faudrait également limiter les rivalités conflictuelles. Pour ce faire, il faudrait organiser une sorte de séance de travail pour expliquer aux membres les principes du concours en s’appuyant sur les jeux corporatifs et leur inculquer que le plus important c’est de participer. Aussi, dans ce genre de défi, les gagnants ne devraient pas être les seuls récompensés, les autres devraient aussi recevoir des compensations pour leurs efforts.

Il serait aussi très propice pour les membres que chaque groupement possède un grenier communautaire villageois afin de pouvoir constituer des stocks pour faire face à la période de soudure.

Enfin, de renforcer le sentiment de solidarité des membres pour éviter les conflits et pour empêcher l’abus de pouvoir de certains leaders qui, parfois amassent d’importantes sommes grâce au financement extérieur. Cette action est endogène mais consiste à éveiller le sentiment d’appartenance des paysans.

Section 2 : Au niveau des formations

La participation de la population aux diverses formations commence à prendre un élan considérable mais pour améliorer encore la situation et obtenir une effectivité, il nécessiterait d’abord, d’assurer la diffusion et la propagation des informations sur les lieux et les dates et les thèmes des formations ; ensuite, de doubler les animations.

Il voudrait mieux aussi compresser la durée des formations pour ne pas décourager les paysans.

Parfois, les informations obtenues lors des formations sont difficiles à comprendre pour les ruraux ; pour résoudre ce problème, les formateurs pourraient changer et utiliser des méthodes plus faciles à capter et plus adaptées à la compréhension des riziculteurs. Pour cela, ils peuvent user des projections ; des visites de sites et de vitrines de développement rural.

Il est vrai que faire des pratiques nécessite plus de temps que la durée des formations mais il est quand même possible d’aller sur un terrain d’essai, histoire de leur montrer les bons gestes à adopter et leur demander ainsi de faire pareil.

Durant la formation, il faudrait également apprendre aux agriculteurs de se débrouiller pour qu'à l'avenir, ils ne dépendent pas des vulgarisateurs.

Section 3 : Au niveau des systèmes de riziculture modernes

Pour dénouer le blocage qui limite les riziculteurs à l'utilisation des nouveaux systèmes de production, il faudrait :

Premièrement, enlever leur doute quant aux théories toutes faites sur ces systèmes, leur expliquer que les vulgarisateurs ne sont pas des arnaqueurs.

Deuxièmement, essayer d'opérer une Communication pour un Changement de Comportement avec des argumentations très convaincantes en vue d'atténuer les emprises des traditions et des superstitions sur les riziculteurs.

Troisièmement, gagner la confiance des paysans en leur prouvant que les techniques modernes sont faciles à appliquer et plus rentables. Essayer de développer leur confiance en soi pour qu'ils osent et tentent ces expériences.

Dernièrement, fournir les intrants et matériels à moindre prix, voire même, prêter gratuitement ces fournitures aux paysans, à leur début pour les encourager à utiliser les nouveaux systèmes.

Mais malgré les études et améliorations faites sur les systèmes de riziculture, ces derniers présentent quelques points faibles qu'il faut à tout prix résoudre.

Ainsi pour perfectionner les SRI/SRA, il faudrait maîtriser les quatre piliers de la riziculture, à savoir : une bonne gamme de semence, des engrais appropriés, une mécanisation agricole assurée et la maîtrise de l'eau.

Il faudrait également rétablir la fertilité du sol détérioré par la pratique de la monoculture par le principe de la rotation qui est la succession plus ou moins répétitive de différentes cultures sur la même terre ; elle permet d'alterner les cultures donc, de promouvoir les autres types de cultures ; de régulariser l'utilisation des éléments nutritifs du sol; d'augmenter les rendements; et d'améliorer la qualité.

Augmenter également les superficies à exploiter serait un atout majeur pour la pratique des techniques améliorées et pour le développement de la riziculture, en générale.

Section 4 : Au niveau des institutions financières

Le prêt de crédit constitue un des problèmes majeurs en milieu rural. Trois situations problématiques peuvent se présenter :

Soit les paysans n'osent guère octroyer de crédits,

Soit ils l'ont fait mais n'ont pas obtenu,

Soit ils en ont obtenu mais n'arrivent pas à rembourser.

Pour assurer un développement rural, il faudrait favoriser l'accès des ruraux au capital en le facilitant c'est-à-dire que les responsables et les locaux des agences de micro crédits devraient paraître plus accueillants et moins intimidants pour les paysans ; les dossiers devraient aussi être plus faciles à réunir ; et les conditions, plus faciles à remplir.

Il serait également très propice de promouvoir la sécurisation foncière pour assurer de bonnes garanties.

Section 5 : Quelques recommandations particulières

→ Il faut savoir que la notion de développement rural est inséparable à la protection de l'environnement. Ainsi, pour rendre les systèmes plus durables, la préservation de l'environnement est de mise. Pour cela, il faudrait investir dans une assistance technique orientée vers des résultats rapidement constatables en termes de productivité, de conservation et répondant aux critères écologiques d'une production soutenue par aménagement agrobiologique pour mieux conserver le sol et favoriser l'infiltration des eaux.

→ L'analphabétisme reste l'une des grandes contraintes au bon déroulement d'un développement. La volonté de structurer le monde rural s'accorde donc à une politique volontariste d'alphabétisation.

→ Les CSA devraient étudier et créer des services à la portée des simples riziculteurs : ils pourraient mettre au point des appuis que les paysans bénéficieraient gratuitement mais sous certaines conditions, par exemple.

→ Favoriser l'accès au capital et à la mécanisation agricole constitue un atout majeur dans le développement de la riziculture.

→ En ce qui concerne le concours national du meilleur producteur, il faudrait mettre tous les participants sur un même piédestal. Autrement dit, il faudrait leur fournir les mêmes semences, les mêmes intrants, et les mêmes matériels ; et les surfaces à cultiver pour le concours devraient avoir les mêmes mesures.

→ Il serait très favorable de répandre, à travers l'Ile, le Programme de Promotion des Revenus Ruraux que seule la région d'Analanjirofo a pu bénéficier. En effet, grâce au lancement de diverses activités telles que l'amélioration des produits agricoles et surtout rizicoles par le biais de la vulgarisation de nouvelles variétés et des semences améliorées, la facilitation de l'accès des paysans au micro crédit et au circuit de marché, le désenclavement des communes isolées et l'alphabétisation des paysans ; ce programme permet la réduction de la pauvreté des ruraux en misant sur la promotion des cultures de rentes (surtout le riz) et la diversification des activités paysannes.

→ Il faudrait inciter les jeunes citadins chômeurs à s'émigrer à la campagne en leur octroyant des terrains à viabiliser et un emprunt remboursable. Comme ce fut le cas du projet des jeunes agriculteurs dans la région de Bongolava.

→ Promouvoir également les formations techniques des jeunes ruraux en vue de leur permettre d'entreprendre des AGR pourrait être une motivation pour sédentariser les jeunes et pour favoriser leur retour en milieu rural.

→ L'Etat devrait, par ailleurs, octroyer des terrains domaniaux et augmenter ainsi les surfaces à exploiter pour permettre aux riziculteurs d'intensifier leur culture et de multiplier leur production.

→ Le développement des appuis à la commercialisation et à la mise aux normes s'avère primordial pour passer de l'économie de subsistance à l'économie de marché. Développer les marchés et organiser les filières sont les principales activités pour y arriver.

→ L'amélioration des infrastructures constitue un moyen fondamental dans la bonne marche d'une exploitation, comme l'importance de l'électricité dans la transformation agricole ou celle des infrastructures routières dans l'écoulement des produits.

→ Enfin, pour pérenniser tout ce qui a été entrepris, il faudrait recruter un personnel spécial pour garantir de meilleurs suivis et évaluations.

La région du Bongolava figure parmi les greniers à riz de Madagascar avec une superficie rizicole de 91 812Ha. L'organisation de la filière riz dans la région mérite toutefois d'être faite afin d'éviter tout risque de pénurie en période de soudure, de contribuer surtout à la satisfaction de besoins en riz de la province d'Antananarivo, et d'assurer un meilleur profit aux paysans producteurs de la région.

Le Plan Régionale de Développement constitue un outil fondamental et nécessaire pour la région de Bongolava, afin de lui permettre de s'acheminer d'une manière sereine et efficace vers le processus de développement rapide et durable.

Dans ce cadre, un des objets principal de ce plan est le développement de la filière riz par :

- L'aménagement de nouvelles superficies rizicoles ;
- La réhabilitation des greniers communautaires villageois ainsi que des silos à grande capacité ;
- L'intensification de la mécanisation agricole ;
- La vulgarisation de l'arrosage à grande échelle par aspersion ;
- La diffusion d'engrais auprès des groupements des paysans producteurs ;
- La mise en œuvre d'un mode de production sécurisée par la participation des militaires.

La filière « riz » est une filière porteuse pour la région Bongolava, étant donné que c'est déjà la première culture dans la région, que ce soit en termes de superficies ou de production. En plus, la demande au niveau national n'est pas encore satisfaite et l'Etat recours à l'importation. Mais au niveau du marché, il faudrait améliorer la qualité de riz produit dans la région pour qu'il soit plus compétitif et pour diminuer le pouvoir des acheteurs et la menace des nouveaux entrants, il faudrait également essayer de suivre les nouvelles techniques et technologies de production et régler les problèmes d'intrants.

Le développement de la riziculture dépend de plusieurs paramètres, entre autres des quatre (4) principes que nous avons étudiés tout au long de ce travail. Dans ce contexte de développement, il importe donc d'améliorer les conditions pour que la riziculture prenne son envol et pour qu'elle puisse contribuer favorablement au développement rural. Ces quelques recommandations peuvent être prises en compte et devraient faire l'objet d'une étude sérieuse. En effet, certaines se montrent plutôt réalistes et accessibles. Mais il ne faut pas oublier que chacun détient un rôle important dans l'action de développer et doit le jouer correctement.

CONCLUSION GENERALE

Madagascar est un pays à vocation agricole du fait que 80% de sa population sont des ruraux et vivent surtout des produits de la terre.

Le régime alimentaire des malgaches est le riz. De ce fait, la production rizicole est primordiale dans leur survie.

L'existence de crise alimentaire et surtout l'accroissement démographique nécessitent une production rizicole accrue pour atteindre une autosuffisance alimentaire tant décriée.

La riziculture, pour la grande majorité des ruraux malgaches, est une agriculture familiale. Sa contribution à la production reste prépondérante à Madagascar ; elle ne peut cependant être appréhendée par la seule fonction de production : elle joue ainsi un rôle central en matière de sécurité alimentaire, d'emploi et de revenus, dans la gestion des ressources renouvelables et de la biodiversité ; elle contribue ainsi, de façon importante, aux équilibres territoriaux, sociaux et politiques. Pourtant les habitants de l'Ile Rouge pratiquent une riziculture rudimentaire, peu mécanisée dont le rendement obtenu reste encore très faible et il s'avère donc primordiale d'y remédier. A cet effet, plusieurs actions de développement ont été entamées. Parmi elles, l'apparition de la notion de groupement de paysans paraît incontournable car y adhérer procure aux producteurs des avantages inestimables tant pour la jouissance des formations techniques agricoles que pour l'obtention d'un prêt d'argent mais également dans la réalisation des techniques modernes de culture car l'accès aux semences, aux intrants et à la mécanisation agricole est facilité.

Seulement, ce concept de groupement semble désintéresser les riziculteurs malgaches alors qu'il offre la possibilité de renforcer la solidarité, d'augmenter le rendement et d'atteindre les objectifs fixés.

Cette absence d'intérêt est liée à divers blocages de nature économique, sociale, culturelle et institutionnelle.

Malgré les divers projets d'amélioration et de vulgarisation, la production de riz chez les petits producteurs ruraux suffit à peine pour la survie de leur famille. Par conséquent, le développement rural est voué à la stagnation.

L’enjeu consiste donc à créer les conditions qui favoriseront une évolution des systèmes d’exploitation. Il s’agirait de passer d’une « politique d’exploitation » basée sur l’autosuffisance alimentaire et la réduction des risques économiques à une stratégie de production orientée vers le marché, le développement des échanges commerciaux et en conséquence, la monétarisation de l’économie rurale.

Face à cela, le Gouvernement a élaboré plusieurs documents de politiques et de stratégies avec lesquels, nos recommandations peuvent s’allier.

Il s’agit, d’abord, de sensibiliser et de convaincre les paysans-riziculteurs à s’intégrer à des groupements pour jouir des formations, des crédits et des avantages offerts pour intensifier la riziculture ;

Ensuite, de motiver et d’encourager ceux qui sont déjà des usagers à continuer dans ce sens ;

Et enfin, d’assurer que ces pratiques sont adaptées aux besoins réels des cibles et qu’ils les manient correctement et efficacement pour une meilleure maîtrise de l’environnement de la production (accès aux facteurs de production, conseil, formation, marchés, gestion des infrastructures,…).

Des améliorations sont aussi à prévoir pour rendre ces principes encore plus rentables.

Ces propositions permettent éventuellement de promouvoir une hausse de rendement dont l’impact est une progression significative du revenu monétaire agricole.

Toutefois, l’accroissement de la riziculture suffit-il à garantir une autosuffisance alimentaire des Malgaches ainsi que le développement du pays ?

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX :

1. ALBAGHLI (J). Le surplus agricole, édition KARTHALA, 2001.
2. BOURDIEU (P). L'habitus, Paris, édition MINUIT, 1970.
3. DURKHEIM (E). De la division du travail social, 1893.
4. MARX (K). Manifeste du parti communiste, 1848.
5. RAKOTO RAMIARANTSOA. Chair de la terre, œil de l'eau…Paysanneries et recompositions des campagnes en Imerina, édition ORSTOM, 1995.
6. WEBER (M). L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, 1905.
7. …..Education et formations des adultes : le développement agricole, 1999.

OUVRAGES SPECIFIQUES :

8. ANDRIANARY (L). « Etude des facteurs de blocage sur la mise en œuvre du système de riziculture intensif dans la commune rurale d'Ankazobe », 2008.
9. BREMOND (J) et GELEDAN (A). « Dictionnaire économique et social », Paris, édition HATIER, 1981.
10. RANAIVONIRIANA (M). « Organisation paysanne et développement à Madagascar. Cas de la région Analanjirofo », 2010.
11. Encyclopédie WIKIPEDIA.

DOCUMENTS OFFICIELS :

12. Document d'archives de la commune rurale d'Ankadinondry Sakay, 2004.
13. Document KAIZEN, 2009.
14. Loi n° 99-004 du 25 Mars 1999 relatif aux Coopératives Malgaches.
15. Madagascar Action Plan, 2007.
16. Plan Communal de Développement, 2008.
17. Programme Régional de Développement Rural de la région de Bongolava, 2006.

REVUES :

18. ANDRIAMALALA (M). « Economie Générale », 2008
19. ANDRIANAIVO (M). « Quelques réflexions sur les rapports entre science et culture », in Deux Monde en présence, édition FJKM Imarivolanitra, 1994.

20. LAHETJUZAN (P). « La formation : élément essentiel des actions de vulgarisation, l'exemple de l'opération de la productivité rizicole à Madagascar », MinAgri, 1970
21. Riziculture face au défi de l'an 2000, bulletin de l'Académie Malgache, Tome LXI ½, 1983.

WEBLIOGRAPHIE :

- www.google.com
- www.instat.mg

Nom : ANDRIATIANA
Prénom : Salohy
Née le : 30 Janvier 1988 à Soavinandriana
Contact : 0331165100 / 0341239881

Domaine de recherche : Sociologie du développement
Nombre de page : 78
Nombre de tableaux : 20
Nombre de figures : 06
Nombre d'image : 04
Mots clés : Développement rural, groupe de paysan, riziculture, systèmes modernes, sensibilisation, production.

RESUME

Malgré l'apport des systèmes modernes au niveau de la riziculture dans le monde rural (Région Bongolava. Cas de la Commune de la Sakay), les paysans producteurs vivent toujours dans une situation précaire étant donné qu'il n'y a pas de production de masse en vue d'une exportation rizicole ni même à une autosuffisance régionale.

Notre objectif de recherche est de contribuer au développement rizicole et sensibiliser les paysans à la vulgarisation pour assurer la subsistance de la Commune et aussi en vue de commercialiser les surplus de rendement.

Pour le bon déroulement de notre étude, il s'avère utile d'élaborer une pré-enquête dans un premier temps pour une appréhension des réalités existantes.

Ensuite une étude sur terrain consiste à évaluer le taux de participation des paysans aux différents systèmes fournis (SRI/SRA, groupement, Micro crédit) et de leur utilisation.

Les résultats de cette étude démontrent que ces pratiques sont fructueuses mais les paysans ont toujours besoin d'être guidé en raison de leur niveau d'étude encore assez bas.

D'où la nécessité d'une forte sensibilisation à l'autonomie des paysans pour l'emploi des mécanisations agricoles.

Encadreur : RAKOTOARIVELO Havoson Nirina